

BDIC

ALTERNATIVES NON VIOLENTES


**TECHNOLOGIE :
COMME UN CAMION FOU...**

●
**L. Puiseux :
Vers le nomadisme nucléaire**

●
L'informatique à l'école

OFFRE SPÉCIALE

FAITES DÉCOUVRIR A.N.V. A VOS AMIS !

Si vous appréciez notre revue, pourquoi ne pas la faire connaître à vos amis ?

*Contre 25 F seulement (port compris), nous enverrons à l'adresse que vous nous indiquerez les numéros 45 et 46 d'A.N.V. Le numéro 45 est consacré au **terrorisme** : peut-on expliquer ce phénomène, peut-on comprendre son origine ? A partir de cas concrets (Italie, RFA, Pays basque, Irlande), ce numéro montre la diversité des terrorismes. Le numéro 46 est consacré à "la gauche nucléaire" : comment et pourquoi le parti communiste et le parti socialiste se sont-ils ralliés à la doctrine de dissuasion nucléaire ? Un dossier essentiel pour comprendre la politique du présent gouvernement en matière de défense.*

Pour profiter de cette offre, utilisez le bulletin de la page 64.

un développement autonome

par Frédéric Delarge

« Moderniser », le maître mot du discours officiel de la classe politique française, semble avoir conquis des vertus incantatoires: face à une crise qui « est devant nous », selon le mot d'Helmut Schmitt, la modernisation veut rassembler tous les Français dans une nouvelle forme de lutte propre à nous sortir de cette crise. Une lutte qui mènerait à la fois à de nouvelles et plus efficaces méthodes de production et à l'apparition d'un monde meilleur, générateur de plus d'autonomie. L'individu y aurait plus d'espaces de liberté, ce qui lui permettrait de se réaliser, en particulier grâce à l'essor fulgurant des moyens d'information et de communication.

La modernisation s'inscrit donc dans une mutation des techniques où l'informatique et tous ses dérivés vont changer à la fois le monde du travail et les espaces de loisirs, transformant ainsi radicalement la vie sociale. La technique nous concerne bien tous. Elle a commencé déjà d'une manière ou d'une autre à bouleverser notre cadre de vie, nos mentalités, nos comportements, voire nos mœurs.

Du jeu vidéo au Minitel, du robot de production à la vidéoconférence, de la carte à mémoire à l'ordinateur de bureau, nous sommes atteints, d'une manière ou d'une autre, par l'émergence technicienne.

Cette émergence nous fait percevoir la technique aujourd'hui avec une relative acuité parce que justement notre environnement se transforme à vive allure. Cette transformation est un des aspects majeurs de la crise. Crise qui a pour définition: « un changement brusque et généralement décisif de l'état d'un malade ». Le malade étant, en l'occurrence, le système économique.

La présence continue de la technique et de son utilisation, les transformations qu'elles opèrent avec la nouvelle mutation informatique, nous imposent de regarder et de réfléchir aux nouveaux « paysages » qui sont en train d'apparaître sous nos yeux.

Aborder le thème de la technologie dans ANV s'inscrit dans ce nouvel enjeu pour l'avenir: quel monde se prépare à émerger?

Il est difficile, *a priori*, de donner une réponse définitive puisque nous sommes les

acteurs de ces changements, que ceux-ci débutent et que l'issue reste improbable. La technique n'est pas en soi porteuse de tous les maux sociaux, ni de tous les bienfaits et bien-être à venir. La technique n'est qu'une somme d'outils qui ne sont rien sans l'organisation politique qui les crée puis les emploie, explique très bien Louis Puiseux.

Et pourtant, de plus en plus, la technique se détache du politique. Longtemps l'invention technique était aux mains de ceux qui possédaient un savoir-faire artisanal et plus tard des connaissances scientifiques. Ce furent les géniaux inventeurs des XVIII^e et XIX^e siècles. Puis elle passa aux mains d'organisations diverses : entreprises, laboratoires, organismes publics ou même institutions politiques qui se mirent à gérer d'énormes budgets de recherche.

Nous avons atteint un nouveau stade dans lequel la technique échappe à ces mêmes organisations. Certes, elles continuent à financer le développement scientifique et technologique mais celui-ci n'est plus maîtrisé. La technique a un développement qui est hors de contrôle de tous les pouvoirs. C'est le jeu de la concurrence, en particulier internationale, qui donne aujourd'hui la seule véritable direction aux « progrès » technologiques. Mais la concurrence est une règle de jeu que personne ne maîtrise ; et, de fait, entreprises comme Etats se trouvent face à une logique qui s'impose à eux.

La concurrence a donc rendu la technologie autonome par l'intermédiaire des budgets de recherches et de développement, privés ou étatiques. Avec l'expression « armer l'industrie » le président de la République a

involontairement utilisé une comparaison très instructive : « La course aux armements s'auto-alimente en fonction de ses propres besoins et non pas des besoins de notre défense ». « Elle se développe pour elle-même et par elle-même » explique J.-M. Muller (1). Ici, les civils se ressemblent en leurs développements respectifs, se nourrissent d'une course-poursuite identique et effrénée où il faut dépasser l'autre de peur d'être soi-même dépassé. Et dans les deux cas, F. Mitterrand le rappelle, c'est une question de survie.

Ainsi le politique serait subordonné à l'évolution technologique. Il a perdu son pouvoir de décision, sa maîtrise sur le devenir social.

Au fond, c'est bien cette autonomisation de la technique qui revient comme en filigrane, dans chacun des articles de ce numéro. Le technique n'aurait plus pour but une utilité technicienne, une transformation du monde. Autrement dit les innovations n'ont plus de lien avec l'utilisation qui peut en être faite.

Cette évolution est-elle inéluctable ? La technique peut-elle redevenir un véritable outil, un savoir-faire *au service* de l'homme ? Quel pourrait être un rapport harmonieux entre l'homme et la technique dans notre modernité ? Ce dossier donne aussi quelques éléments de réponses dont nous avons bien à l'esprit le caractère limité étant donné la complexité du sujet.

(1) « Vous avez dit "pacifisme" » ?, Paris, Ed. du Cerf, p. 60.

Vers le nomadisme nucléaire

réflexions sur la guerre et la technique

par Louis Puiseux *

Spécialiste des questions du nucléaire civil, L. Puiseux nous propose, à travers une gigantesque fresque anthropologique, une lecture nouvelle de l'histoire : l'Etat a pu, après l'invention de la poudre, maîtriser le nomadisme guerrier et s'arroger le monopole de la violence. Avec l'apparition de l'arme nucléaire, le risque fondamental est celui d'un retour à un nouveau nomadisme, beaucoup plus dangereux pour la puissance des Etats, le nomadisme nucléaire. Quelques hommes sans territoire peuvent défier un Etat qui aura alors perdu toute capacité de représailles.

Si le tigre se fait prendre au piège par les hommes - « ces petits êtres salauds et lâches, qui ne le valent en rien » comme dit Michaux (1) -, c'est qu'ils sont plus fourbes que lui, plus sophistiqués dans l'emploi de la violence.

Ainsi l'espèce humaine l'a-t-elle emporté sur les bêtes, mais cette victoire n'était pas encore acquise il y a seulement 15 000 ans. L'*homo sapiens* aurait pu disparaître, englouti par une configuration écologique défavorable, notamment par d'autres sortes de prédateurs. Bien d'autres rameaux voisins sur le phylum de l'hominisation se sont éteints au cours du Tertiaire et du Quaternaire, dont Australopithèques, Néanderthaliens et Pithécanthropes ne sont que les moins mal connus. Tout se passe comme si la nature avait dû essayer dix fois, cent fois, avant de sélectionner un anthropoïde assez retors pour tenir la route. C'est seulement avec le formidable essor démographique du néolithique (5 millions d'hommes en - 10 000, à la fin du paléolithique ; 150 millions en - 3 500, grâce à la sédentarisation) (2) que la tête de pont humaine dans l'animalité se

* Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en sciences Sociales. Auteur de la *Babel nucléaire*, Galilée, 1981.

(1) Henri MICHAUX, *Face aux verroux*, p. 48, Gallimard, 1967.

(2) Jacques VALLIN, *Le peuplement du monde*, Sciences et Avenir, 1975.

consolide irréversiblement, apportant la preuve que le *détour par la technique* est la voie royale, ou plutôt la solution finale dans la rivalité entre les espèces.

L'homme n'est spécialement bon à rien

Avant d'en venir à la rivalité interne à l'espèce, il faut d'abord prendre la mesure de cet interminable apprentissage de la violence, où s'enracine l'homini-sation. *Sapiens* gagne par ce truc, par ce miracle, d'avoir su trouver ses armes hors de son corps. Comme l'a magnifiquement montré André Leroi-Gourhan (3), le cheval est une imbattable machine à courir, le félin une imbattable machine à mordre, la taupe à fouir, l'oiseau à voler et becqueter, tandis que le corps de l'hominien est une machine non spécialisée, bonne à tout *parce que* bonne particulièrement à rien (sa main est celle des reptiles du Secondaire), qui peut se prolonger à volonté par une massue, une sagaie, un couteau, une sarbacane... qu'il n'est pas obligé, lui, de trimballer partout avec soi !

« L'agression apparaît comme une technique fondamentalement liée à l'acquisition, et chez le primitif son rôle de départ est dans la chasse, où agression et acquisition alimentaire se confondent » (3). L'homme est d'abord plongé dans le monde animal dont il n'est qu'une espèce de prédateur parmi beaucoup d'autres, sa grande affaire violente est d'abord la chasse ; la guerre n'en émerge que lentement, au hasard de rares rencontres, en lui empruntant ses outils et ses ruses.

Pourtant la guerre chez les primitifs n'est pas une simple variante un peu particulière de la chasse : même dans les tribus cannibales, le but de la guerre n'est jamais de tuer les ennemis pour les manger. Le rapt des femmes ou des prisonniers n'est pas d'ailleurs un mobile suffisant pour rendre compte de l'ab-

solue universalité de la guerre primitive, avec ses règles bizarres et ses précautions rituelles qui la font ressembler davantage à un ballet ou à une compétition sportive qu'à une tuerie.

La guerre contre l'Etat

Il y a, dès l'époque primitive, une spécificité sociologique de la guerre, irréductible à la zoologie ou à l'économie, comme l'a démontré Pierre Clastres dans un texte posthume (4), avec une vigueur convaincante. La violence entre tribus ne se fonde ni sur la faim, ni sur la misère, ni sur la nécessité de l'échange, mais sur une raison plus haute et plus étrange : les sociétés primitives sont par essence des sociétés *indivisées* sans hiérarchie autre que de sexe et d'âge, sans commandement, sans classes, sans Etat ; leur idéal est l'autonomie du groupe homogène, ce qui n'est compatible qu'avec des effectifs restreints. Au-delà de plusieurs centaines d'hommes, une organisation hiérarchisée deviendrait inévitable. C'est pour préserver son indivision interne, dans l'autonomie vers l'extérieur, que la société primitive a besoin d'assurer en permanence la dispersion, le morcellement, l'atomisation des groupes les uns envers les autres. « La guerre primitive, c'est le travail d'une logique centrifuge, d'une logique de séparation, qui s'exprime de temps à autre par un conflit armé... La société primitive a besoin, pour exister dans l'indivision, de la figure de l'ennemi en qui elle peut lire l'image unitaire de son être social » (4). Clastres conclut par cet anachronisme provocateur : le mobile de la guerre est de prévenir la division du groupe, c'est-à-dire l'apparition de l'Etat : la guerre est contre l'Etat.

Les groupes humains ont ainsi fonctionné des centaines de millénaires. La maîtrise du feu (vers - 70 000) leur a permis de mieux se dégager du

(3) André LEROI-GOURHAN, *Le geste et la parole*, Albin Michel, 1964.

(4) Pierre CLASTRES, *Recherches d'anthropologie politique*, p. 190 à 209, Editions du Seuil, 1980.

monde animal ; celle de l'agriculture (vers - 10 000) de se sédentariser, d'accumuler des stocks et des équipements lourds, d'inventer le tissage et la poterie, de mieux nicher la progéniture. Mais la même logique centrifuge s'est encore maintenue tout au long du néolithique : de petits groupes séparés les uns des autres, mais indivis à l'intérieur. Seules quelques rares villes naissantes commencent à percer ce paysage clairsemé.

Et vint la division technique du travail

Ce n'est qu'avec l'invention de la métallurgie (vers - 3 500) que tout bascule : pour tuer, la supériorité du bronze sur le silex, l'obsidienne ou l'os, est telle que quelques grosses tribus acquièrent soudain, comme par inadvertance, la domination sur toutes leurs voisines, tandis qu'à l'intérieur, des techniciens se spécialisent dans l'art du métal, fondant des confréries fermées, tenues au secret. Poterie, vannerie et tissage étaient au contraire des arts ouverts à tous (sous réserve de la division sexuelle des tâches). Les sociétés secrètes du Moyen Age, Roses-Croix par exemple, revendiquent encore cette origine métallurgiste.

La division *technique* du travail est strictement contemporaine de l'expansion territoriale : la société s'agrandit brusquement, mais en se divisant contre elle-même, avec ses militaires chargés de l'ordre et de la conquête, ses prêtres ordonnateurs de spectacles édifiants, ses percepteurs d'impôts, ses scribes gravant la loi impériale dans la pierre, et le Despote-Dieu au sommet. L'Etat naît en quelques siècles, c'est-à-dire, à l'échelle des temps néolithiques, presque d'un seul coup, déferlement de l'ordre impérial sur l'ancien ordre rituel, en Egypte, en Mésopotamie, en Anatolie, en Chine, plus tard au Mexique et au Pérou, selon le même schéma : les communautés d'agriculteurs vaincues se résignent à la nouvelle alliance, l'Etat est désormais seul « déten-

teur de la violence légitime » (Max Weber). La macro-société de commandement l'a emporté sur la micro-société rituelle, la logique de l'expansion l'a emporté sur la logique de la dispersion. Ce « mode de production asiatique » (Marx) subsistera presque inchangé sur les trois continents jusqu'à l'arrivée du colonisateur européen.

L'Etat face aux nomades

Il s'en faut pourtant de beaucoup que l'Etat se soit d'emblée approprié la guerre. La territorialisation impériale a des trous, les "sauvages" ne se sont pas tous résignés. Pendant des millénaires, les Etats d'Orient ont été directement confrontés avec des *machines de guerre nomades* (cf. Gilles Deleuze et Félix Guattari (5)), qui n'auraient pu subsister si longtemps sans autonomie technique. Le métallurgiste court sans cesse entre la mine, la forêt et le guerrier. C'est seulement avec la poudre, bien plus tard, que les nomades perdront enfin la partie : l'arme à feu aura raison de leur rapidité, de leur mobilité insaisissable, de leur éparpillement sauvage. Tout le problème de l'Etat sera de *s'approprier cette machine de guerre* venue du fond des temps(*), pour la fixer en institution militaire, hiérarchique et disciplinée, chargée moins de faire la guerre que de l'empêcher. (On verra tout à l'heure qu'il n'en a pas fini au XX^e siècle : le nomadisme a de beaux jours devant lui !).

La supériorité métallurgique

Mais revenons au métal qui inaugure, dans l'histoire de la matérialité, un véritable *phylum machi-*

(5) Gilles DELEUZE et Félix GUATTARI, *Mille plateaux*, p. 490 à 496, Editions de Minuit, 1980.

(*) « La facilité avec laquelle le chasseur se déplace, son esprit aventureux, sa rapidité de décision, son accoutumance à la fatigue et aux privations, le courage dont il doit faire preuve pour affronter les fauves, toutes ces qualités le rendaient aptes au rôle de conducteurs d'hommes ». Lewis Mumford y voit l'origine des distinctions aristocratiques, *La cité à travers l'histoire*, Seuil, 1964, p. 44.

nique (5) : non seulement désormais les formes s'engendrent les unes les autres – de la sarbacane au canon, du moulin à prière à l'hélice, de la marmite au moteur... – mais la substance elle-même perdure à travers ces métamorphoses. On peut refondre et reforge le métal, ce qu'on ne pouvait pas faire avec la pierre ou l'os. Avec la métallurgie, comme jamais auparavant, les modèles d'armes et d'outils se répandent, connaissent des mutations, s'éliminent au profit des plus aptes, par l'intermédiaire du savoir des artisans, de la sueur des travailleurs et du sang des guerriers.

L'acier de Damas, fondu au creuset – technique venue de Chine – répand le sabre à travers l'Asie, jusqu'à l'Islam et à la Moscovie elle-même : « Les victoires spectaculaires des Perses Sassanides sur les légions romaines armées d'une courte épée en fer grossier tiendraient, avant tout, à l'utilisation par les cavaliers du sabre damassé... auquel il faudrait imputer la supériorité des hordes asiatiques qui déferlèrent sur le monde romain et l'Europe médiévale » (6). Au VII^e siècle, l'étrier venu des Indes élimine des batailles l'antique char romain.

La technique dépend de l'organisation sociale

Mais gardons-nous (marxistes primaires que nous sommes tous devenus) d'un déterminisme technologique simpliste. Le *hardware* n'est rien sans le *software*, l'objet technique n'est rien sans l'organisation sociale qui permet sa production et son emploi. C'est l'emboîtement des deux qui change l'histoire, ce que Gilles Deleuze et Félix Guattari nomment

l'agencement : « La lance et l'épée n'ont existé dès l'âge de bronze que par l'agencement homme-cheval qui allonge le poignard et l'épieu et disqualifie les premières armes d'infanterie, marteau et hache. L'étrier impose à son tour une nouvelle figure de l'agencement homme-cheval, entraînant un nouveau type de lance et de nouvelles armes ; et encore cet ensemble homme-cheval-étrier n'a pas les mêmes effets suivant qu'il est pris dans les conditions générales du nomadisme ou repris plus tard dans les conditions sédentaires de la féodalité » (5).

Les premières armes à feu apparaissent en Chine au XI^e siècle, le premier canon au XIV^e. La poudre ruine bientôt l'ordre féodal : tandis que l'arquebuse déquille le chevalier, les remparts des châteaux s'effondrent comme décors de théâtre, – jusqu'à ce qu'on apprenne à bâtir des fortifications modernes à la Vauban, trop coûteuses pour la plupart des seigneurs (6). La poudre, d'autre part, introduisant le hasard dans les batailles, rend peu à peu dérisoire le « jugement de Dieu », le duel, sur lequel était fondé, du Japon à la chrétienté, le code d'honneur chevaleresque (7).

La guerre moteur de l'innovation technologique

La guerre, bien sûr, est le moteur de l'innovation technologique. William Mac Neill en a récemment fait un nouveau paradigme (8). En Autriche, en 1404 apparaît le premier canon géant, pesant 4,5 tonnes, trois siècles avant la machine à vapeur ! « L'industrie lourde se développa pour répondre à la guerre bien avant d'apporter une contribution importante aux

(7) André VARAGNAC, *La conquête des énergies*, Hachette, 1972.

(8) William H. MAC NEILL, *The pursuit of power, technology armed force, and society since A.D. 1000*, University of Chicago Press, 1982. Non encore traduit mais présenté par Yves CHEVRIER, *UNE GÉNÉALOGIE GUERRIÈRE DE L'HISTOIRE*, XX^e siècle, revue d'histoire, p. 91 à 113, n° 3, juillet 1984.

(6) Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècles*, tome I, p. 330 à 344, Armand Colin, 1979.

arts de la paix... La guerre a été le principal propagateur de la machine » (Lewis Mumford) (9). Il n'est pas jusqu'à l'énergie solaire qui n'ait ses archaïques lettres de noblesse militaire avec les miroirs utilisés par Archimède lors du siège de Syracuse en - 228 pour enflammer les voiles de la flotte ennemie. Mais c'est bien sûr, avec la Renaissance européenne que « le militarisme a ouvert la voie à l'industrie moderne standardisée à grande échelle » (9). Les treize premières fonderies de hauts fourneaux fonctionnant en France à la fin du XVI^e siècle étaient toutes consacrées à la fabrication de canons. Les premiers véritables ingénieurs étaient militaires, et bien peu eurent comme Léonard de Vinci assez de scrupules pour détruire l'invention du sous-marin, « trop satanique pour être placé entre les mains d'hommes trop endurcis ».

La guerre accélérateur du capitalisme

C'est la guerre encore qui suscite la production standardisée* avec, par exemple, le fameux mousquet à pièces interchangeables de l'usine de Whitney-ville aux Etats Unis en 1800, ou avec la confection de cent mille uniformes identiques pour les armées de Louis XIV. Les soldats, comme l'atteste l'étymologie du mot, n'ont pas seulement été les premiers salariés du monde, dès l'aube des grands Empires, ils ont fourni le modèle hiérarchique et compartimenté de l'*enrégimentation des masses* qui va triompher après Napoléon dans l'industrialisation européenne et la nouvelle *société de profit*. L'organisation de la grande entreprise industrielle moderne

(9) Lewis MUMFORD, *Technique et civilisation*, p. 394 à 418, Gallimard, 1969.

(*) « L'organisation de la guerre est antérieure à celle de la paix : le salariat, la division des tâches, le machinisme, etc. se sont développés par la guerre et dans les armées avant de se développer dans le sein de la société bourgeoise ». Karl Marx, *Critique de l'Economie Politique*, Economie, tome I, bibliothèque de la Pléiade, p. 264.

est un décalque de l'organisation militaire pyramidale des Pharaons. Ce sont les nécessités de la violence collective qui imposent le télégraphe par sémaphore, l'enquête topographique, la carte d'Etat-major, les méthodes rigoureuses de préparation de l'action qui triomphent dans la guerre du Pacifique en 1942-1945 sous le nom de « recherche opérationnelle », avant d'être réemployées dans le civil. Enfin la guerre est un incomparable *accélérateur du capitalisme*, puisqu'elle est la seule activité dont les besoins soient sans limite à court terme : « Consommateur idéal, l'armée tend à réduire à zéro l'intervalle de temps entre la production initiale profitable et le remplacement profitable. La consommation rapide du ménage le plus gaspilleur ne peut rivaliser avec celle du champ de bataille » (9).

Un nouvel impératif : renoncer à la violence

Stop : les méthodes modernes d'extermination atteignent leur apothéose, coup sur coup, à Auschwitz et à Hiroshima.

Chacun le sait, chacun le sent, bien que personne ne puisse comprendre encore toute la portée de cette rupture de l'histoire, « en laquelle viennent se rassembler tous les bouleversements antérieurs » (10) : le développement des forces productives-destructives touche ici sa limite planétaire. Comme dit sobrement Maurice Blanchot : « la terre est une bâtisse que l'on peut brûler » (10). Et René Girard, sur le mode religieux : « L'humanité se trouve déjà confrontée à un dilemme inéluctable : il faut que les hommes se réconcilient à jamais sans intermédiaires sacrificiels, ou qu'ils se résignent à l'extinction prochaine de l'humanité... Il ne s'agit plus désormais de s'incliner de façon distraite en

(10) M. BLANCHOT, *L'entretien infini*, p. 394-418, Gallimard, 1969.

direction d'un vague idéal de non-violence. Il ne s'agit plus de multiplier les vœux pieux et les formules hypocrites. Désormais il s'agira de plus en plus d'une nécessité implacable. Le renoncement à la violence, définitif et sans arrière-pensée, va s'imposer à nous comme condition *sine qua non* de la survie de l'humanité » (11).

Essayons à notre tour de démêler ce redoutable écheveau à la lumière (?) de l'actualité, en commençant par le plus clair.

L'imagination collective et les médias sont obnubilés par le risque de la grande explication thermonucléaire Est-Ouest qui, par accident ou erreur de calcul dans la tête d'un dirigeant trop impulsif, détruirait en quelques instants des centaines de grandes villes de l'hémisphère nord, couvrirait la planète d'une nuit de plusieurs mois, etc. Sans doute faut-il que ce scénario demeure de l'ordre du possible, (et il le restera, assurément, malgré tout système spatial d'interception) afin de nous maintenir vigilants.

Une guerre de la programmation

Mais l'essentiel, bien entendu, n'est pas là. Le général Gallois a tout à fait raison au moins sur deux points : pour la première fois depuis l'époque néolithique, les dirigeants sont physiquement en première ligne, en personne, ce qui contribue certes à les rendre, au moment décisif, moins fous que leurs prédécesseurs à l'abri dans leur palais. D'autre part, depuis une dizaine d'années, les ordinateurs des grands missiles portent en mémoire le relief détaillé des territoires qu'ils ont à survoler, leur permettant de corriger leur trajectoire au fur et à mesure, et réduisant à 30 mètres l'erreur possible d'un tir intercontinental. Cette extrême précision autorise des *opérations chirurgicales* avec des puissances explo-

sives réduites sur les forces adverses, infiniment plus profitables et crédibles que le matraquage des cités : on peut désormais châtrer l'ennemi sans presque le faire souffrir ! Scénario autrement vraisemblable que celui de l'Apocalypse.

La technique apporte un autre changement, plus profond, au visage de la guerre : en dehors des champs secondaires, où l'on continuera de se battre plus ou moins à l'ancienne comme on l'a fait sans trêve à travers le Tiers monde depuis 40 ans, il n'y aura plus de tactique, c'est-à-dire d'adaptation au fur et à mesure aux mouvements de l'ennemi. Tout se jouera de plus en plus à l'avance, dans la programmation préalable : la dernière fois que les armes les plus avancées de l'Est et de l'Ouest se sont affrontées directement, en mars 1982 au Liban, les vingt-quatre fusées sol-air Sam 7 mises en batterie par les Syriens ont été liquidées en *deux minutes* par l'aviation israélienne, comme à l'exercice. Les servants n'ont eu qu'à appuyer sur les boutons, les ordinateurs des deux camps auraient pu donner le résultat à l'avance, sans qu'il fût besoin de jouer le coup sur le terrain. Paul Virilio commente justement : « La logique de la production remplace la logique de l'emploi » (12). Finis les jolis commentaires d'Austerlitz aux tableaux noirs des écoles de Guerre : les Napoléon de demain seront les surdoués de l'informatique ! La guerre des étoiles n'est plus qu'une affaire de *software*.

La prolifération nucléaire

Et pourtant, là n'est pas encore l'essentiel. A deux, le grand jeu de la terreur pourrait sans doute demeurer indéfiniment équilibré. On a appris récemment que c'est le souci de peser sur la diplomatie américaine qui a poussé Churchill à mettre en chantier la bombe anglaise. Même motif pour Guy Mollet,

(11) René GIRARD, *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, p. 160, Grasset, 1978.

(12) Paul VIRILIO, *Vitesse et politique*, Galilée, 1977.

humilié par le veto américain contre l'expédition franco-britannique lancée en 1956 en riposte à la nationalisation du canal de Suez. Il y a ceux qui *en ont* et ceux qui *n'en ont pas* ; le reste est bavardage.

Le petit ennui de cette justification, c'est qu'elle n'est pas moins pertinente à l'échelon d'au-dessous. La « prolifération horizontale » est donc en route : Israël *en a* depuis 1966 grâce à la France et malgré de Gaulle (13). L'Inde *en a* depuis 1974 grâce à la naïveté des Canadiens. L'Afrique du Sud *en a* depuis 1979 grâce à l'aide d'Israël. Bientôt le Pakistan, la Corée du Sud, Taïwan, les latino-américains, l'Irak, l'Iran, la Libye... et pourquoi pas la dernière petite dictature minable du dernier coin du monde ? Certains (14) disent même : « Plus il y en aura, mieux ça vaudra, ça les responsabilisera ! » Les bons apôtres !

Retour au nomadisme

A demeurer toujours le visage levé vers les Grands qui échangent leurs insultes homériques, nous font leur numéro de catch rituel sous les feux des projecteurs et se connaissent trop bien depuis trop longtemps sur un ring trop balisé (l'Europe occidentale), nous tournons le dos à l'événement véritable qui s'élabore dans l'ombre, à la base de la pyramide et non pas au sommet, à la périphérie du monde et non pas au centre. Les moyens de destruction massive (nucléaire, chimiques ou biologiques, peu importe) sont, à brève échéance, à portée de n'importe quel groupe d'hommes un tant soit peu dotés, intelligents, patients, disciplinés et résolu : la masse critique du plutonium est de cinq kilos ; une bombe A tient dans le coffre d'une voiture, etc.

(13) Pierre PEAN, *Les deux bombes*, Fayard, 1982.

(14) Kenneth N. WALTZ, *The spread of nuclear weapons : more may be better*, Adelphi papers 171, Londres, International Institute for Strategic studies, february 1982.

Ces nouveaux moyens, à l'évidence inconfiscables, sont l'arme par excellence du terrorisme, seule forme de violence indifférente à la menace de représailles, puisque déterritorialisée. Tout est donc en place pour qu'on assiste à une nouvelle et prodigieuse *nomadisation* de la « machine de guerre » chère à Gilles Deleuze et Félix Guattari, c'est-à-dire à un retour à ses origines !

La puissance explosive de la bombe d'Hiroshima a été équivalente à celle déversée par 21 000 bombardiers au cours des trois années qui l'ont précédée : le *multiplicateur de la technique* permet désormais, irréversiblement, au plus petit nombre, de détruire en un instant le plus grand nombre. Dans la diversité des situations et des conflits à travers le monde, l'extraordinaire serait plutôt que ce ne soit pas encore arrivé en 1985. Par exemple : une grande ville rayée de la carte sans qu'on sache au juste d'où vient le coup.

Inventer une nouvelle mutation de l'humanité

Le *consensus de rivalité généralisé*, qui a fait tâche d'huile à travers la planète depuis à peine quelques décennies, dans la paix comme dans la guerre, débouche sur une vulnérabilité vertigineuse. Il faudra bien que cet « agencement » technique-société bifurque de sa trajectoire actuelle avant que chaque individu puisse trimballer dans sa poche de quoi bousiller un continent.

Comment peut-il être rompu, « le cercle dans lequel la société s'est enfermée quand l'homme est devenu son propre et presque unique gibier ? » (3). Nul ne sait. Peut-être, comme dit Nietzsche dans l'un de ses aphorismes les plus saisissants : « l'arbre de la gloire militaire ne pourra être détruit qu'en une seule fois, par un seul coup de foudre » (15), mais l'histoire

(15) Frédéric NIETZSCHE, *Le voyageur et son ombre*, aphorisme 284.

réelle est toujours plus rusée qu'on ne croit, et plus lente qu'on ne souhaite... Nous n'en sommes pas encore revenus, depuis 1945, de nous découvrir mortels en tant qu'espèce. C'est précisément dans de tels extrêmes périls que les espèces animales inventent la mutation qui les fera sortir de l'impasse : métaphore rassurante, mais énigmatique !

Quoi qu'il en soit, cessons de parler sottement de suicide : « Il est fort probable que l'humanité ne craindrait nullement ce pouvoir de la fin, si elle pouvait y reconnaître une décision qui lui appartienne en propre, à condition, donc, d'en être vraiment le sujet, sans avoir à s'en remettre à l'initiative

hasardeuse de quelque chef d'Etat qui lui est aujourd'hui aussi étranger que pouvait l'être jadis à l'infortuné Eschyle la tortue tombant du ciel et lui écrasant la tête » (16). Qui dit que la fin de l'histoire ne puisse être, dans dix ou cent mille ans, l'acceptation sereine de sa propre disparition par une humanité ayant enfin surmonté ses divisions ?

(16) Maurice BLANCHOT, *L'amitié*, p. 124, Gallimard, 1971.

les dossiers de non-violence politique

L'ACTION NON-VIOLENTE

SOMMAIRE

INTRODUCTION : La non-violence en marge de l'Histoire.

CHAPITRE I : Quelques précisions sur la non-violence.

CHAPITRE II : La préparation à l'action non-violente.

Annexe : des adresses pour la formation.

CHAPITRE III : L'entraînement à l'action non-violente.

CHAPITRE IV : Comment organiser votre campagne d'action non-violente ?

CHAPITRE V : De l'expérimentation à l'application (Quelques exemples d'actions non-violentes)

CHAPITRE VI : Peur, conflit, violence, quelques compléments théoriques.

CONCLUSION : De la préparation à l'action non-violente à la défense populaire non-violente.

DES ADRESSES UTILES :

- Mouvements
- Journaux et revues

"L'Action non-violente", 1 ex. 45 F,

10 ex. 400 F (port compris)

A commander à "Non-Violence Politique",

20, rue du Dévidet, 45200 Montargis,

avec votre règlement.

La "révolution en -tique"

virage ou mirage technologique ?

G. Métayer, Groupe d'Etudes sociales Techniques et Economiques (GESTE)

Auteur aux Editions Ouvrières du livre intitulé : « FUTURS EN TIQUE », G. Métayer nous suggère d'analyser le développement prodigieux de ces technologies comme un pas supplémentaire vers le renforce-

ment du mode de production industrielle que les technocrates et les élites au pouvoir, dans les entreprises comme dans les Etats, soutiennent et encouragent.

« Toute révolution technologique a, dans le passé, provoqué une intense réorganisation de l'économie et de la société. Elle peut être à la fois l'occasion d'une crise et le moyen d'en sortir. Ce fut le cas lors de l'avènement de la machine à vapeur, des chemins de fer, de l'électricité.

La "révolution informatique" aura des conséquences plus larges. Elle n'est pas la seule innovation technique de ces dernières années, mais elle constitue le facteur commun qui permet et accélère toutes les autres. Surtout, dans la mesure où elle bouleverse le traitement et la conservation de l'information, elle va modifier le système nerveux des organisations et de la société toute entière. »

Ces phrases extraites du fameux rapport sur l'informatisation de la société (1), inspirent depuis sept ans, malgré les changements de majorités et de gouvernements, les discours qui, à défaut d'une politique efficace, tentent d'exorciser les démons de la "crise". Dans l'imagerie populaire de cette fin de siècle, ces démons prennent l'apparence dérisoire de "puces" dont le grouillement envahit tous les secteurs d'activité économique. Les précédentes « révolutions industrielles » nous avaient légué

(1) *L'informatisation de la société*, Simon NORA et Alain MINC, Documentation Française, 1978, p. 11.

plusieurs générations « d'esclaves mécaniques », brutes plus ou moins puissantes mais toujours dépourvues de flexibilité, et parfois même du plus élémentaire self-control ; voici maintenant venu le temps des « assistants électroniques » – les micro-ordinateurs, une fois correctement programmés par leurs maîtres humains, se substituent à eux dans une variété sans cesse accrue d'activités de toutes natures, reconnaissables au suffixe « AO » :

- FAO (Fabrication Assistée par Ordinateur)
= les puces à l'usine
- CAO (Conception Assistée par Ordinateur)
= les puces au bureau d'étude
- EAO (Education Assistée par Ordinateur)
= les puces en salle de classe
- TAO (Traduction Assistée par Ordinateur)
= les puces sur le bout de la langue

La liste est loin d'être close.

Comme pour renforcer la connotation parasitaire de cette invasion de « puces » qui démangent notre société, le langage s'est fait l'hôte d'une prolifération de « tiques », sans doute attirés par la réussite du néologisme « informatique » : bureautique, productive, télématique, etc. Ces nouvelles techniques sont encore perçues comme des corps étrangers par une opinion publique qui leur attribue, souvent à juste titre, une provenance d'Outre-Atlantique ou d'Extrême-Orient : le micro processeur fabriqué sous licence en France reste un vecteur d'acculturation américaine autant que le hamburger cuit sur les Champs Elysées, et les équipements électroniques produits dans nos parcs industriels par des firmes nippones conservent leur caractère d'origine autant que les huîtres de souche japonaise élevées dans nos parcs ostréicoles...

Une fausse révolution

La « révolution en tique » ne serait-elle en fait qu'une révolution importée ? Ou plus précisément, le virage technologique marquerait-il, moins une étape « révolutionnaire » dans le développement industriel (le passage à la société « post-industrielle ») qu'une étape supplémentaire de la division internationale du travail au profit des puissances industrielles dominantes – Etats Unis et Japon ? Pour les nations dominées, la fuite en avant vers ce virage technologique, dans l'espoir d'y trouver l'issue de « la crise », ne serait alors que la poursuite d'un mirage... Or, s'il est aisé d'observer, à travers le changement technologique, le renforcement des hégémonies américaines et japonaises, il est plus difficile d'y constater l'amorce d'une transformation radicale des conditions de travail et de vie :

« Il n'est guère possible de distinguer des critères dans l'évolution de l'organisation sociale et technique de la production qui permettraient de distinguer clairement un état avant l'électronique et un état après. Les usages de cette technologie s'inscrivent autant en continuité qu'en rupture avec les méthodes antérieures. Il y a donc un côté largement mystificateur dans les discours qui parlent de "révolution" dans les méthodes de production, l'emploi et les qualifications » (2).

Le plus souvent, les nouveaux instruments prennent tout naturellement leur place dans l'ancienne organisation du travail, dont ils accroissent la productivité en réduisant les effectifs et en déqualifiant le personnel : la commande numérique transforme l'ancien ouvrier professionnel en surveillant des machines-outils (sa qualification ne lui sert plus guère, mais il a désormais la charge de plusieurs machines à la fois) ; le traitement de texte transforme

(2) « Du prolétaire à l'automate », Philippe FREMEAUX, in *Alternatives Economiques*, janvier 1985, p. 14.

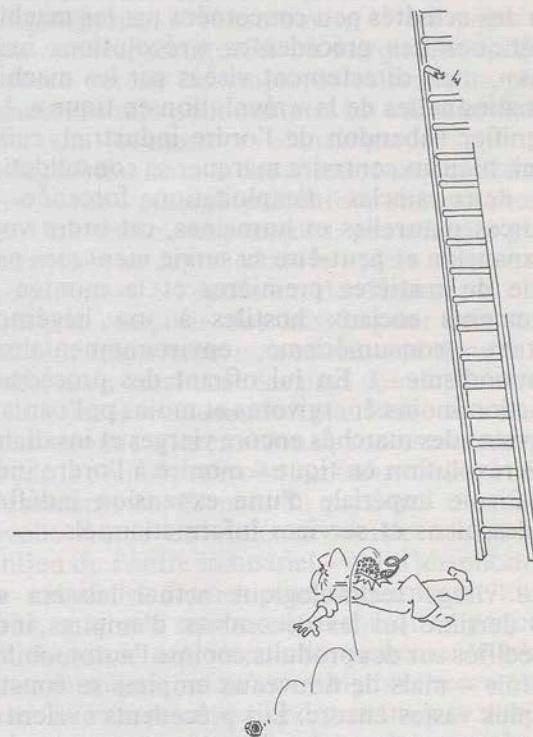
l'ancienne dactylo en opératrice de micro-informatique (sa cadence de frappe n'a plus à être contrôlée par une monitrice de « pool dactylographique », la machine s'en charge automatiquement) ; la C.A.O. transforme l'ancien dessinateur en introducteur de données, etc.

Parfois aussi, à la faveur du changement technique, les promesses d'améliorer les conditions de travail et de revaloriser les qualifications sont tenues : l'ouvrier professionnel est promu programmeur de commande numérique, la secrétaire est déchargée par le traitement de texte des tâches les plus répétitives, le dessinateur devient responsable du « paramétrage » des programmes de CAO... Plus rarement encore, les nouveaux instruments servent de support à des innovations organisationnelles, comme le « télétravail » auquel plusieurs revues américaines – *Business week*, *Newsweek*, *Fortune*... – consacrent articles ou dossiers au début des années 1980, dans le sillage de la « 3^e vague » d'Alvin Toffler (3).

Un renforcement de l'ordre industriel

Pourtant, même si quelques privilégiés (cadres dirigeants, professions libérales, etc.) tirent dès à présent tout le parti des immenses possibilités offertes par les nouvelles techniques pour améliorer leur qualité de vie, la société « post-industrielle » ne se profile pas à l'horizon – pas celle en tous cas décrite par Toffler, où la double aliénation actuelle des producteurs et des consommateurs céderait la place au libre arbitre des « prosommateurs ». Les brillantes constructions intellectuelles des prophètes de la société post-industrielle sont en effet, jusqu'à présent, contredites par toute une « littérature

grise », celle des rapports de recherche qui tentent modestement et prudemment d'observer la réalité : les méthodes tayloriennes d'organisation du travail continuent de s'étendre à des secteurs d'activité qui les ignoraient encore (l'agriculture, le commerce, le tourisme, ...) même si dans leurs secteurs tradition-



nels (administration, industrie) elles subissent des ajustements qui ne remettent en cause, ni la dichotomie entre conception et exécution, ni la subordination hiérarchique, ces deux piliers de l'ordre industriel. De même, les modes de vie semblent évoluer, moins vers une réduction des consommations marchandes au profit de l'autoproduction que vers l'extension de la consommation marchande à des

(3) *La Troisième vague*, Alvin TOFFLER, Denoël, 1980.

domaines auparavant non (ou guère) marchands, comme l'éducation des loisirs, la santé, progressivement investis par les « biens et services » informatisés et industrialisés.

Car c'est là sans doute que réside la principale nouveauté des « techniques en -tique » : l'industrialisation des activités peu concernées par les machines énergétiques des précédentes « révolutions industrielles », mais directement visées par les machines informationnelles de la « révolution en tique ». Loin de signifier l'abandon de l'ordre industriel, celle-ci pourrait bien au contraire marquer sa consolidation : après deux siècles d'exploitation forcenée des ressources naturelles et humaines, cet ordre voyait son expansion et peut-être sa survie menacées par la pénurie de matières premières et la montée des mouvements sociaux hostiles à son hégémonie planétaire (consommérisme, environnementalisme, tiers mondisme...). En lui offrant des procédés de production moins énergivores et moins polluants, en lui ouvrant des marchés encore vierges et insatiables, cette « révolution en tique » montre à l'ordre industriel la voie impériale d'une expansion indéfinie : celle des biens et services informationnels.

Le virage technologique actuel laissera sans doute derrière lui les décombres d'empires industriels édifiés sur des produits comme l'automobile ou le pétrole – mais de nouveaux empires se construisent, plus vastes encore. Les précédents avaient des dimensions continentales, les suivants seront planétaires et à la boutade d'un ex-président de General Motors (*« ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats Unis »*), version américaine de *« Quand Renault éternue, la France s'enrhume »*) pourrait un jour succéder celle d'un futur président d'IBM World Trade (*« ce qui est bon pour IBM est bon pour les Etats Industriels »*). Mais alors, il faut se demander quel « Renault » français (ou même européen) pourra se mesurer à ce « GM informationnel ».

Vers la multinationalisation des empires industriels

Tel est en effet le principal enjeu des transformations en cours : il ne s'agit pas de substituer une nouvelle forme d'organisation sociale, plus conviviale et décentralisée, à la domination actuelle des empires industriels sur l'appareil de production et les modes de consommations, mais de balayer les derniers « confettis » des empires industriels nationaux pour laisser le champ libre aux nouveaux empires multinationaux, et acclimater partout dans le monde les normes culturelles issues du creuset nord-américain. Pur produit de ce creuset, le fordisme a propagé la « civilisation de l'automobile » dans le monde entier, en Europe occidentale comme dans les pays de l'Est, au Japon comme, maintenant, en Chine : l'efficacité productiviste de ce système est à ce point remarquable que son degré d'application est devenu le principal critère retenu pour évaluer le niveau de « développement » des pays du Tiers monde. Même si l'industrie automobile, qui lui a donné naissance, a cessé d'être le moteur du développement dans les pays les plus industrialisés, il est fort à parier que le système trouvera de nouveaux champs d'application avec les industries informationnelles : d'ores et déjà dans un pays comme la France, les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, s'emploient à mettre en place les infrastructures techniques nécessaires à ce « redéploiement » du système de production-consommation. L'unité du discours dominant, quelle que soit sa couleur politique, n'a rien d'étonnant, puisqu'il s'agit d'un discours de domination : celui d'une technocratie dont le pouvoir repose sur la technique plus que sur le charisme politique ou la propriété de richesses, et qui cherche à se maintenir aux commandes d'un appareil de production « compétitif » – à l'image de ces pilotes de compétition dont le succès repose, en fin de compte, sur les performances de leurs machines.

Les nuances des discours ne doivent donc pas masquer l'essentiel : pour la technocratie autoritaire de droite (le Minitel gratuit et obligatoire) comme à gauche pour la technocratie à visage humain (l'usage du Minitel est facultatif, mais vous ne pourrez bientôt plus vous en passer), le projet est le même – mobiliser les ressources nationales pour tenter de garder une place dans la compétition industrielle internationale et de préserver quelques aires d'influence dans le Tiers monde, dépouille en lambeaux de l'ancien empire colonial. Pour ce discours dominant, la relance productiviste que le virage technologique permet d'envisager est la seule issue possible à la crise actuelle, c'est-à-dire l'unique moyen de revenir au plein emploi et à la reprise de la consommation, comme aux Etats Unis et au Japon. Mais c'est oublier que la redistribution internationale du travail pourrait transformer, pour un pays comme la France, ce virage en mirage : si l'automobile a permis avec succès d'importer le fordisme dans une France qui disposait déjà d'une industrie bien implantée et de marchés d'exportation privilégiés, le micro-ordinateur ne lui attribue pas les mêmes avantages. Même si le retard industriel accumulé pouvait être rattrapé, au prix d'un effort économique considérable, son impact ne pourrait être comparé à celui des « trente glorieuses », ces années du décollage industriel français : *« la voiture a eu un effet d'entraînement considérable pour l'ensemble de l'activité économique parce qu'au début de sa diffusion, son prix équivalait à plusieurs années de salaires. Aujourd'hui, le micro-ordinateur coûte non pas quelques années mais quelques semaines de salaires »* (4).

Société hyper-industrielle contre société post-industrielle

La question doit donc être posée : la politique d'informatisation volontariste menée par les gouvernements français successifs depuis le début de la crise ne risque-t-elle pas d'accélérer le passage, non à

la société post-industrielle et conviviale décrite par les prophètes du modernisme en -tique, mais à cette société hyper-industrielle et duale annoncée par certains ? Le nouvel ordre industriel mondial va propager le dualisme entre les technocraties aux commandes des empires multinationaux de la « communication », de la « culture », ou de « l'information » prêtes à consommer, et les populations conditionnées, acculturées ou marginalisées, qui, au mieux en seront les employés salariés, au pire les chômeurs laissés pour compte. Le « niveau de développement » se mesurera bientôt par le rapport entre les effectifs des unes et des autres, mais les deux catégories seront partout présentes : minoritaires aux Etats Unis (noirs, hispaniques, paumés des ghettos urbains...) et au Japon (dont le « plein emploi » tient principalement à l'exclusion des femmes du travail salarié), la catégorie des laissés pour compte sera fortement majoritaire non seulement dans le Tiers monde, mais aussi dans les pays développés les plus mal lotis par la redistribution planétaire du travail. Ce « Quart monde » international, successeur du prolétariat de la première révolution industrielle, a déjà ses représentants en France. Sa présence manifeste la nouvelle forme de violence sociale nécessaire au maintien de l'ordre industriel – qui n'abandonne pas pour autant les formes plus anciennes et toujours actives, que ses ressources techniques perfectionnent chaque année, depuis les armements toujours plus sophistiqués jusqu'aux « big brothers » électroniques utilisés pour confondre et traquer dissidents et opposants.

Aux quatre points cardinaux de la planète, les technostructures en place n'ont pas d'autre choix pour s'y maintenir – pas plus en France qu'ailleurs : ou bien persévérer dans la logique industrielle qui garantit leur pouvoir (même s'il se limite de plus en plus à gérer une succursale du néocolonialisme

(4) *Comment vivrons-nous demain ?*, Guy ROUSTANG, ALDEA Journal, décembre 1984.

multinational), ou bien être balayées par les mouvements convergents, quoique incoordonnés, des consommateurs, des écologistes, des féministes, des pacifistes, des régionalistes, des tiers-mondistes, etc. qui proposent d'autres perspectives (même s'ils concentrent chacun leurs propositions sur un projet particulier, et ne parviennent pas encore à rassembler leurs forces de façon cohérente). La « révolution en tique », s'ils ne se laissent pas fasciner par son mirage, pourrait fournir à ces mouvements l'occasion de bousculer une technostucture déstabilisée :

« Beaucoup des techniques (la télématique, la mini-informatique, la robotique) que l'ordre industrialiste développe actuellement pour perpétuer sa domination, peuvent être facilement retournées contre cet ordre

7/10 août

rencontres du CODENE

- PAIX - LIBERTÉ
- DROITS DES PEUPLES
- DÉVELOPPEMENT

Quatre jours de rencontre pour, ensemble, approfondir :

- comment les luttes pour la paix doivent prendre en compte les atteintes aux droits des peuples et les problèmes de développement ;
- comment la défense des libertés et des droits des peuples s'articule avec les impératifs de la paix et du développement ;
- comment la recherche d'un autre développement est possible dans un monde moins menacé par la guerre et l'oppression.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

CO.DE.N.E., 23, rue Notre-Dame-de-Lorette
75009 Paris - Tél. 281 48 92
Paysans du Larzac, c/o Alain Desjardin, La Salvétat,
12230 LA CAVALERIE

et accélérer sa décomposition » (5). L'auteur de cette dernière citation s'illusionne sans doute sur la facilité de ce détournement mais il indique néanmoins une direction possible pour tenter de retrouver « les chemins du paradis » : maîtriser les nouvelles techniques pour ne pas leur être asservis (6). Complémentaire de l'examen critique, auquel d'autres se consacrent avec perspicacité (7), cette orientation autorise à distinguer, parmi les sombres perspectives d'inquiétants « futurs en tique », cette lueur sur laquelle il convient d'achever un article : l'espoir.

(5) *Les chemins du Paradis*, André GORZ, Galilée, 1983, p. 160.

(6) Plusieurs pionniers s'emploient depuis des années à diffuser cette maîtrise dans les milieux dit « alternatifs », comme Michel ADAM dont le livre sur *L'informatique et les associations* vient de paraître. Cf. « Ecologie » n° 361, janvier 1985, p. 28.

(7) En particulier, la CIII qui publie la revue « Terminal 19/ 84 ».

12/15 août

rencontre des mouvements non-violents français

INITIATIVE :

Coordination des mouvements non violents
(MIR, MAN, Arche, Marches pour la Vie, JIPLV,
RIFG, Réseaux espérance, la Forge, le Cun)

OBJECTIFS :

Permettre aux militants et sympathisants non
violents de mieux se connaître.

LIEU :

Le CUN du Larzac.

INSCRIPTIONS : G. GOUJON,
le Petit Campounal
13490 JOUGUES
Tél. (42) 67.60.93

Oligosol 48/62

Luddisme et modernité

par Alain Véronèse

« Sur la question de savoir comment gagner sa vie honnêtement, on n'a presque rien écrit qui puisse retenir l'attention. Comment rendre notre gagne-pain poétique ? Car, s'il n'est pas poétique, ce n'est pas la vie mais la mort que nous gagnons ».
D.-H. Thoreau

Faut-il présenter ce texte ? La citation mise en exergue par l'auteur devrait y suffire. La littérature et la poétique en disent parfois plus long que bien des discours « scientifiques ». Le strict débat sur les technologies n'est en fait qu'un maigre appendice d'une bien plus vaste question philosophique : quelle place doit-on laisser à l'homme ? L'auteur y répond avec ses mots mais aussi avec ses tripes. Pour une fois quelque'un nous parle de la technologie « depuis » son poste de travail, depuis la chaîne qui l'asservit. Lieu de l'ouvrier, lieu aussi de la violence des machines, aucun discours sur les technologies ne peut honnêtement oublier ce point de vue.

... Les insurgés apparurent soudainement, en bandes armées. Les chefs de groupe affirmèrent détenir leur autorité d'un certain « général Ludd » dont les ordres étaient exécutés comme ceux d'un monarque.

Ils brisèrent seulement les métiers à tisser qui avaient réduit les salaires des hommes. Ceux dont la production était réputée ne pas faire baisser les prix furent laissés intacts. Les troupes étaient formées d'artisans, de petits fabricants indépendants fiers de leur art, non pour sa valeur marchande, mais pour le savoir faire dont...

... La cellule, monsieur...

— ... ?

— ... La cellule, monsieur !

— ... La cellule ?

— C'est arrêté, vous voyez bien ! Essayez la cellule !

Ah, oui... cette cellule photo électrique, intelligente et décrypteuse du code (petits bâtonnets fins ou gras au dos des boîtes...), cet œil qui lit du chiffre s'empoussiére et devient myope toutes les heures environ... A l'aide d'un petit chiffon soyeux j'astique circulaire, et se libère le petit bâtonnet de lumière. Rapidement, car la chef m'observe...

— Le bouton vert sur le tableau, monsieur.

Soit, j'appuie, ça chuinte, de l'air s'expulse, clignotements sur le tableau, la machine repart.

Belle machine. Moderne, productive, ré-active, rétroactive, déjà cybernétique. Je m'active. Mon boulot : nourrir la machine. Lui fournir les cartons plats et vides dont elle fera des parallélogrammes pleins et complets. Nous sommes dans la pharmacie : des boîtes pour ampoules médicamenteuses.

Je besogne : la machine étant nourrie pour environ 3 mn, en bout de chaîne (déplacement), je clos les cartons (papier collant brun) et (sur table roulante) je véhicule l'emballage dans un local annexe où se trouvent les palettes (21 cartons par palettes, identification : Oligosol 48/62).

Rationalisation pensée. Par le service des méthodes.

Moi, je somnole : avec une bonne organisation, entre la voracité cadencée de la machine, et le glissement moelleux des boîtes closes vers les cartons (tombe une boîte toutes les deux secondes), je m'accorde quelquefois environ 30 secondes de repos, de divagations mentales, d'évasion immobile, de consolation, de fuite et de révolte appuyée à de vagues réminiscences littéraires...

... discipline pourtant sur l'usage des forces de travail, le machinisme en serait le principal véhicule en tant qu'instrument d'objectivisation du processus de travail. La discipline prendrait ainsi une forme objective, celle du commandement de la machine, qui supplanterait la forme « panoptique » antérieure, celle de la surveillance directe. Il y aurait là une revanche magnifique des luddistes contre tous leurs détracteurs ultérieurs...

Les luddistes ? John Ludd a-t-il vraiment existé ? On ne sait vraiment. Les luddistes ont, eux, laissé des traces dans les dictionnaires : « Mouvement d'ouvriers anglais qui s'étaient organisés pour détruire les machines, accusées de provoquer le chômage et de diminuer la qualité des produits. Le mouvement d'opposition à l'industrialisation - et à la prolétarianisation - apparut vers la fin de 1811 à Nottingham, s'étendit de comté en comté jusqu'en 1816...

— Votre gobelet, monsieur !

— ... oui... j'avais oublié.

C'est la fin de la pause du matin, dans la cafétaria j'oubliai mon gobelet (plastique) sur la table. Salle où le midi les femmes emmènent leur gamelle. Tout est nickel : salle de femmes en rupture de foyer (le personnel est féminin à 95 %). Revues féminines en tas bien nets : « Biba », « Nous Deux », « Tricot Chose », « Cuisine Machin », maquillage, la reine d'Angleterre et Julio Iglésias...

Je ferme mon bouquin et, d'allure badine, je rejoins mon poste près de la Machine.

Belle machine. Robotique qui me captive

Automatismes. Des fils électriques. Des griffes qui fixent. Des ventouses qui soufflent. Des rayons qui lisent. Des pattes qui lissent. Des doigts qui collent. En amont des ampoules en vrac, en aval des

claires pour les aligner, une boîte jaune pour les emballer, un code imprimé pour les identifier (Oligo 48/62), les étiquettes pour les commercialiser.

Je suis captif en un tronçon captivant. C'est là que s'ouvrent les boîtes, où elles deviennent grosses d'une douzaine d'ampoules. Les petits doigts d'acier qui sortent vivement pour pousser les petits rabats de côté me paraissent particulièrement ingénieux. Et le rabat final qui s'introduit finalement précisément en l'espace spécial.

Belle mécanique. Mais mécanique, donc faillible : parfois une plaquette d'ampoules est projetée à côté de la boîte. Casse. Petit bruit de verre qu'il me faut nettoyer. Arrêt du tronçon de chaîne. Je décoince, avec un tuyau qui fait gicler de l'air comprimé dans les coins reculés. C'est amusant. Pas trop longtemps : la chef me regarde (en amont les ampoules font bouchon sur le tapis).

— Allez-y, monsieur.

Bouton vert sur le tableau, c'est reparti. Des cartons plats pour nourrir la machine. Cartons, tampons, (Oligo 48/62), rubans marron, table roulante... les palettes (21 cartons par palette, 160 boîtes par carton, 14 ampoules par boîte). Petit calcul. Etant donné que la production totale varie de 16 à 18 palettes par jours, qu'il y a une lime par boîte (ampoule buvable, qu'il faut limer pour vider) quel est le nombre de limes nécessaires ?

... On trouve 51 600 (pour 17 palettes).

Et alors ? Quel intérêt ?

Tournons la tête. Pour voir. Voir quoi ?

Les « conditionneuses ». Assises près du tapis roulant. Leur boulot : mettre les limes sur les claies. Une tâche encore (provisoirement ?) confiée à l'intelligence humaine (en attendant qu'un Japonais trouve le robot adéquat).

Mettre les limes. Les limes, toutes les limes, rien que les limes, et SEULEMENT LES LIMES !

Il y a dix postes « limes » (une ou deux absentes quelquefois).

Cela fait un geste TOUTES LES 5 SECONDES, répété 5 760 fois par jour.

En France, à Paris en 1985. Dans un laboratoire pharmaceutique à la pointe du progrès, usant de technologies nouvelles.

— Les cartons, monsieur, les cartons ! (la machine se bloque dans un souffle).

— Je n'ai plus de cartons.

— ... Vous ne pouviez pas le dire avant !

Oui, j'aurais pu en demander au « manut » mobile qui m'approvisionne, je voyais bien le stock diminuer, mais... je gagne ainsi 3 à 5 minutes de pause à ajouter à celles qu'occasionnent les - trop rares - incidents mécaniques. Il faut tricher, c'est une question de survie, de répit pour divaguer ; à ce rythme je risque de devenir simple d'esprit. Je vais fumer, rêver dans la cour, penser un peu...

... Ils tiendraient leur nom d'un certain Ned Ludd, simple d'esprit du Leicestershire qui, vers 1780 avait détruit des machines à fabriquer des bas. Plus tard les ouvriers briseurs de métier à tisser (nouveau cycle industriel de la vapeur) affirmèrent dans leurs cahiers de revendications ne pas comprendre pourquoi ils devaient dépérir, alors que leurs employeurs faisaient des fortunes en produisant des imitations.

... C'était à l'aube de la première révolution industrielle... aujourd'hui nous observons prémices et déchirement d'un nouveau cycle technologique (futur en tiques)... Des enfants enchaînés aux machines, d'autres aveugles poussant au fond des mines des wagonnets durant leur courte existence... la violence des luddistes, contre du matériel, n'est pas celle qui nous importe, aujourd'hui...

— Monsieur !

La chef me donne beaucoup de môssieu..., elle sent mes réticences (je sais aussi que l'erreur serait de se tromper d'ennemi : ridicule et dévastateur serait de nous déchirer mutuellement), sans doute a-t-elle perdu les siennes après 20 ans de maison, passage à tous les postes...

Je regagne mon poste. Le bouton vert. Défilement cadencé.

Des souffles, des cliquements vifs, petits chocs secs,... ennuis... j'automatise mes gestes pour gagner du temps.

En face de moi, séparée par la longueur de la chaîne, officie Sylvie. Pour ne pas risquer un défaut d'approvisionnement, lorsqu'en amont on attend les ampoules en vrac, elle dispose sur une table d'une réserve qu'elle pose sur le tapis roulant en cas de nécessité pour ne pas briser le flux de l'approvisionnement. En dehors de ces moments d'initiatives, elle veille à fournir le magasin de la machine en notices d'emploi. Le reste est automatique : la machine plie les notices, les met dans les boîtes...

Face à face quelquefois nous échangeons le centième sourire de la journée.

Sourire idiot. Regards perdus entre ciel et gêne... Elle dispose d'un tabouret où elle se tasse entre deux vigilances. A quoi rêvent les O.S. ?

De quels souvenirs, de quelle mémoire use Sylvie pour rendre supportable sa condition ?

Hier, aujourd'hui : siècles charnières

... J'ai moi oublié le nom du sage qui disait : « ne pas avoir la mémoire de l'histoire, c'est être condamné à refaire les erreurs du passé ». Le luddisme c'était hier, siècle charnière ; aujourd'hui, que nous réservent les nouvelles technologies ? Il n'y a pas de fatalité technologique, pas davantage qu'il n'y eut de déterminisme de la

machine à vapeur : « L'histoire politique du machinisme c'est l'histoire des transformations dans les modes de domination qu'il a introduits ». Le capitalisme avait besoin de la machine à vapeur pour imposer sa production. En cassant les machines, les luddistes avaient l'intuition des souffrances à venir, qu'ils devraient à d'autres hommes et non à de fatidiques machines.

A Lancaster en 1812, 58 luddistes furent arrêtés, 28 condamnés. Il y eut 8 pendaisons et 13 déportations. A Chester parmi les 47 prisonniers, 2 furent pendus, 8 déportés. La destruction de machines devint passible de la peine de mort, même en l'absence de victimes humaines et il y eut fort peu...

Aujourd'hui briser les machines ? Pour produire autrement ?

La douleur du producteur n'est pas inscrite dans les nouvelles technologies ?

Changer le mode d'appropriation politique ? La structuration technologique n'est-elle pas la marque d'un rapport politique de production ?

Aujourd'hui, casser les machines... Indignation(s) !

Mais je sais, et je dis franchement mes jouissances lorsque la machine se bloque (secondes arrachées à une mort lente et fébrile), lorsque les ampoules se brisent, j'aime le bruit des bris de verre... Et je ne crains rien tant que de perdre ces petits plaisirs, leurs disparitions seraient signe d'une accoutumance, d'un endormissement fatal, d'une hypnose définitive, m'en arracher est condition d'une survie qui soit authentique...

... Sylvie en face (sourire(s)). En élevant la voix je l'invite à venir bouffer un sandwich avec moi à midi au bistrot du coin. Sylvie me rassure : elle a donné sa démission pour la fin de la semaine. Rien ne vaut de mourir ainsi pour acheter quelques marchandises inutiles. Sylvie s'en va avant d'être cassée. L'air de

rien quelquefois, elle laisse passer une rangée d'ampoules qui se présente mal.

De biais à la sortie du tapis, ça casse. Un souffle, un clac, petit bris de verre, silence du moteur... Sourire(s).

Nous cassons, mais n'osons davantage...

Mais, disons le tout net, nous n'accepterons pas que ceux qui me comprennent, trop vite condamnent. Que ceux que notre sabotage indigné, viennent nous remplacer. Quelque chose me dit, j'ai besoin d'espérer qu'ils sabotent comme nous et mieux encore. Ou alors, ils seront morts...

Les maladies, chacun son tour

Il est 17 h 30. Dans le vestiaire des hommes. Gérard est lui bien vivant et se signale par la verveur de son langage :

— « Putain de machine ! Enculée de chef ! »

Gérard (manut-mobile quant il n'est pas posté), n'en peut plus.

— « Je vais me faire porter pâle... j'ai déjà perdu 1 000 balles le mois dernier ! »

Petite engueulade avec Tarr : il faut planifier les maladies, chacun son tour... le mois dernier Gérard déjà...

Il faut un an de boîte pour le plein paiement des jours d'arrêt. Gérard tiendra-t-il un an ? Cela fait déjà huit mois qu'il se promène dans l'atelier avec son sourire idiot, d'une inquiétante constance. J'ai moi l'air endormi, renfrogné, Gérard est doucement hilare... à chacun sa défense.

— Et toi ça va ? s'inquiète Tarr ?

— Bof... heureusement je ne suis qu'intérimaire. La fin approche.

Tarr ne se fait pas d'illusion. Mais il a un boulot dans un autre atelier, celui des flacons... Supporte-t-il mieux ou intériorise-t-il davantage ?

Pourtant et sans doute parce que je reste un matin beaucoup trop tard au lit, je décide d'écourter légalement ma « mission » par un arrêt de travail. Le médecin du coin me connaît bien. Baratin minimum, examen, auscultation, respiration.

— « ... et je vous donne également un peu de fortifiant pour vous remettre en train. Des Oligoéléments vous feront du bien.

— ... Oligosol 48/62.

— Pardon ?

— C'est la référence ».

Silence, et petits bruits de bris de verre...

Sources

Les rêveries sont fondées sur quelques ouvrages (consommés en dehors des heures de service) notamment pour tout ce qui concerne le luddisme : *The Making of the English Working Class*, E.-P. Thompson.

— Pour la forme « machinique » de la discipline ouvrière, *L'Ordre et la production* de J.-P. Gaudemar, est une lecture fort instructive. *L'Atelier et le chronomètre* de Benjamin Coriat contient un aperçu du développement historique du Taylorisme et de ses avatars Fordistes...

D'autres bouquins, mais la production matérielle m'appelle.

Du chômage à l'autonomie conviviale

par Ingmar Granstedt

I. Granstedt est ce que l'on appelle parfois un « technologue ». Il étudie les outils et leur mode d'utilisation. Il a été amené, bien évidemment, à comprendre le mode de production industrielle. Il propose ainsi une analyse de la crise comme crise de la société industrielle. En même temps, il suggère des solutions en partant d'une démarche individuelle et progressive.

L'article a été pour la première fois publié dans la revue SILENCE (nos 8 et 9, janv. et fév. 1983, 4, rue Bodin, 69001 Lyon). De cet article, trop long pour une publication intégrale dans ANV, nous avons dû omettre certains passages importants. Notamment celui qui montre que la réappropriation est à la portée de chacun et dans lequel I. Granstedt développe la méthodologie qu'il a utilisée pour évaluer les gains en temps en travail salarié. De même sur la fin de son texte original il montre la possibilité à plus long terme de démanteler les filières industrielles. Ce dernier point étant plus avancé dans le futur, il nous a paru moins nécessaire pour une première réflexion. Nous ne pouvons que conseiller au lecteur intéressé de se procurer l'intégralité de l'article qui comprend également une bibliographie détaillée.

Depuis quelques années les pays industrialisés sont entrés dans une crise profonde, radicale. L'intense transformation socio-économique qui mobilisa les moyens, les énergies et les espoirs au cours des dernières décennies a engendré un système totalement déséquilibré, à la fois contre-productif et foncièrement instable.

Contre-productif d'abord, puisqu'il provoque de plus en plus le contraire de ses buts déclarés. Un nombre croissant d'analyses mettent ce phénomène en évidence.

Que nous ayons dépassé un seuil à partir duquel nos efforts de production vont à l'encontre de ce qu'ils visent, cela tend à devenir vrai de la plupart des activités, mais est particulièrement flagrant pour celles que l'on appelle des « services ». La scolarisation conduit à l'apathie, à l'absence de culture et de réflexion, les transports motorisés dévorent le temps du citoyen, la médicalisation intense sape la santé des gens, la production de logements engendre des grands ensembles qui tuent les conditions indispensables à la sociabilité, se dégradent aussitôt et doivent être rasés dix ou quinze ans plus tard... On redouble encore d'efforts pour enrayer le ralentissement de la circulation urbaine, réformer une nième fois l'éducation nationale, rééquiper les hôpitaux, remodeler à

grands coups de bulldozer et de plans d'urbanisme la ville et l'habitat... Mais cela ne fait qu'aggraver le mal (1).

Les gens perdent à chaque coup un peu plus la faculté d'user de leurs propres capacités, ce qui ne peut être compensé par une production, même accrue, de services hétéronomes. Les transports motorisés finissent par étendre et transformer l'espace urbain et allonger ainsi le trajet domicile-travail, augmentant de ce fait la dépendance du citoyen à leur égard. La gestion de la santé des gens par le système médical les prive du principal ressort de la santé, la responsabilité active, personnelle et communautaire, dans la tâche de maintenir un environnement et des modes de vie hygiéniques, de traiter la maladie et de guérir, de soigner ses proches et de faire face à la mort. La scolarisation tue le goût de comprendre et d'apprendre en réponse aux faits et situations qu'amène l'expérience de la vie, en même temps que ces derniers tendent à perdre de leur diversité et à s'appauvrir dans l'environnement quotidien, la ville étant par ailleurs remodelée en zones spécialisées, monofonctionnelles, reliées par des voies rapides sans âme...

Mais le système industriel n'est pas devenu seulement contre-productif: il est aussi devenu foncièrement instable, se détériorant peu à peu, d'où la montée constante, insidieuse comme une gangrène, du chômage (2).

(1) Jean-Pierre DUPUY et Jean ROBERT, *La trahison de l'opulence*, P.U.F., Paris, 1976, et Ivan ILLICH, *Le Chômage créateur*, éd. du Seuil, Paris, 1977. Sur le système médical, voir Ivan ILLICH, *Némésis médicale*, éd. du Seuil, Paris, 1975 et Archibald L. COCHRANE, *L'inflation médicale, Réflexions sur l'efficacité de la médecine*, éd. Galilée, Paris, 1977. Sur les transports, voir Ivan ILLICH, *Energie et Equité*, éd. du Seuil, Paris, 1975, et Jean ROBERT, *Le temps qu'on nous vole. Contre la société chronophage*, éd. du Seuil, Paris, 1980. Sur l'industrie du bâtiment, voir John F.C. Turner, *Le logement est votre affaire*, éd. du Seuil, Paris, 1979.

(2) Ingmar GRANSTEDT, *L'impasse industrielle*, éd. du Seuil, Paris, 1980.

Les puissants moyens de production qu'a généralisés l'industrialisme ont tissé à travers les régions, les nations et les continents, des interdépendances (de flux de matières, d'organisation, de techniques, de procédés, de normes, de connaissances, d'information, de capitaux, de réglementations...), de plus en plus longues et compliquées, interdépendances qui finissent maintenant par entraver les acteurs économiques, empêchant toute action cohérente, toute évolution maîtrisée, pour les Etats comme pour les entreprises. Ce phénomène frappe plus particulièrement les activités produisant des choses concrètes: matières premières, biens d'équipement, biens de consommation, aliments...

Désormais, les lentes adaptations et les lourds projets de l'industrie sont pris de vitesse par le flot des perturbations que les interdépendances elles-mêmes attirent. Les décideurs sont dépassés par les contextes démesurés qu'ils sont censés suivre. La coordination des multiples compétences engagées dans la production est en dérive par rapport aux innombrables problèmes interdépendants qui devraient être traités ensemble. Les capitaux deviennent indisponibles pour réparer les dégâts de la débâcle économique. Quant aux gouvernements, contraints à une réglementation envahissante pour garantir la domination de tous les risques (techniques, sociaux, écologiques...) que l'appareil technico-économique manipule quotidiennement, ils sont de plus en plus inhibés par les perturbations surprenantes que ces mêmes mesures déclenchent.

Faillites, licenciements, chômage risquent fort d'aller en s'aggravant, quel que soit le parti au pouvoir. Mes craintes sont grandes que nous n'allions peu à peu vers une sorte de débâcle économique, vers une détérioration progressive du système économique transnational, et donc vers l'insécurité, la peur et la violence.

L'ère industrielle, à bout de souffle, préoccupée de sa simple survie, devient une impasse. De projet, d'espérance, elle n'en a point.

Rares sont ceux qui le reconnaissent cependant. On ne veut encore voir dans la débâcle rampante de l'économie mondialisée qu'une concurrence internationale plus vive, où il faut informatiser, automatiser, robotiser pour survivre, c'est-à-dire pratiquer la fuite en avant. On ne veut encore voir dans la contre-productivité des grandes institutions professionnelles qu'une collaboration insuffisante des consommateurs, des utilisateurs appelés à participer en s'auto-surveillant. On ne veut encore voir dans les paysans affamés du Tiers monde (quand encore on veut le voir !), les destructurations socio-économiques, l'épuisement et l'endettement des pays pauvres (3), qu'un manque d'industrialisation et d'échanges commerciaux avec le Nord, qu'un manque de marchés complémentaires pouvant relancer les économies chancelantes du Nord.

Non, il faut le reconnaître et le regarder en face : l'ère industrielle va vers une impasse. Il faut le reconnaître et le regarder en face, non pas pour désespérer, mais pour comprendre, oser lâcher de vieilles certitudes et trouver le courage lucide d'entamer une reconversion à la base de notre mode de production hypertrophié, destructeur, instable (4).

Car ce qui est en cause, ce ne sont pas seulement et simplement des politiques de gestion économique et la propriété des moyens de production, mais ces moyens eux-mêmes, la structure générale de l'outil-

lage sur lequel les pays industrialisés ont fondé à la fois leur puissance et leur existence quotidienne. Ce qui est en cause, c'est une prétention trop grande, une démesure de l'ère industrielle matérialisée dans ses institutions et ses outils.

Un champ à explorer : les activités autonomes, vernaculaires et leurs outils

Il y a pourtant une autre manière de produire, une autre manière de faire qu'il est important de réhabiliter et de recouvrer. Une manière fondée sur les capacités qu'a chaque personne, homme ou femme, d'agir elle-même, d'utiliser elle-même les possibilités offertes par son environnement naturel, technique et culturel, pour prendre soin d'elle-même et de ses proches. Manière qui fait fond sur l'autonomie de chacun, – non pas l'autarcie, mais l'autonomie d'action – sur ces actes multiples et variés que chacun est capable de tisser dans son existence, créant et nourrissant par là même des relations avec ceux au milieu desquels il vit : apprendre, jardiner, cuisiner, se vêtir, faire un meuble, composter des déchets, soigner un malade, égayer une fête, élever un mur, utiliser une fraiseuse, réparer un moteur...

Réhabiliter et recouvrer cette manière-là de produire suppose de désindustrialiser très largement l'économie pour réoutiller les gens là où ils vivent, dans leur commune, leur quartier, leur immeuble. Cela suppose de réorienter sciences et techniques vers la création d'outils adaptés à l'action autonome des gens (...).

Peut-on parler ici de mode autonome de *production* ? Des activités autonomes, où l'économie se confond avec des formes personnelles ou culturelles de sociabilité, sont-elles une « production » au même titre que celle d'une entreprise ou d'un organisme public ? Tuer et saler le cochon avec l'aide des voisins, selon des coutumes et des règles de réciprocité qui signifiaient bien plus qu'une simple collabo-

(3) Sur les ravages de l'industrialisation dans le Tiers monde, voir François PARTANT, *La guérilla économique*, éd. du Seuil, Paris, 1976 ; Albert PROVENT et François de RAVIGNAN, *Le nouvel ordre de la faim*, éd. du Seuil, Paris, 1977, et Jacques BERTHELOT et François RAVIGNAN, *Les sillons de la faim*, éd. l'Harmattan, Paris, 1980.

(4) On trouvera une analyse de l'impossibilité de poursuivre la construction économique et politique du XX^e siècle dans François PARTANT, *Que la crise s'aggrave*, Solin, Paris, 1978.

ration technique, était-ce « produire » au même titre qu'une usine de charcuterie ? Se relayer entre parents et amis pour veiller un malade, à domicile, est-ce fournir des actes comptabilisables au même titre que ceux du personnel hospitalier ? Il semble bien que non. Ivan Illich propose de parler plutôt d'activités *vernaculaires*.

Dans l'Antiquité romaine le terme vernaculaire désignait « tout ce qui était élevé, tissé, cultivé, confectionné à la maison, par opposition à ce que l'on se procurait par l'échange » ; autrement dit, toutes les « subsistances issues de structures de réciprocité inscrites dans chaque aspect de l'existence, distinctes des subsistances provenant de l'échange monétaire ou de la distribution verticale » (5). Le mot nous est resté pour désigner un parler local. Mais Illich propose de le ranimer avec un sens plus fort : « Il nous faut un mot simple, direct, pour désigner les activités des gens lorsqu'ils ne sont pas motivés par des idées d'échange, un mot qualifiant les actions autonomes, hors marché, au moyen desquelles les gens satisfont leurs besoins quotidiens - actions échappant, par leur nature même, au contrôle bureaucratique, satisfaisant des besoins auxquels, par ce processus même, elles donnent leur forme spécifique (...). Ce terme doit être assez large pour désigner de façon adéquate la préparation des repas et la formation du langage, l'enfantement et le divertissement, sans évoquer pour autant une activité privée parente des travaux ménagers de la femme moderne, un hobby ou une démarche primitive et irrationnelle. Nous ne disposons pas d'un tel adjectif. Mais « vernaculaire » peut convenir » (6) (...).

Les activités autonomes, vernaculaires, forment un domaine particulier qu'on ne peut réduire ni à un stade techno-économique inférieur, antérieur au

mode industriel de production, ni à un vestige du passé, condamné à disparaître. Elles n'excluent pas le mode industriel qui peut être complémentaire et bénéfique, à condition d'être réservé à des productions étroitement délimitées où les outils autonomes seraient inopérants parce que trop faibles. Et ces productions-là ne font sans doute pas plus du tiers de celles que le mode industriel monopolise actuellement, comme nous l'entreverrons plus loin.

S'il est urgent de redécouvrir ce domaine vernaculaire, de le réhabiliter et de rééquilibrer radicalement l'économie en sa faveur dans une nouvelle modernité technique, c'est que là se trouve le nœud de la profonde crise actuelle et peut-être aussi la chance d'échapper encore à l'impasse, à l'insécurité généralisée et à la décomposition dans les rivalités haineuses et la violence barbare.

Car la contre-productivité et la détérioration progressive du système économique s'expliquent toutes deux par l'élimination quasi totale du domaine vernaculaire au cours des dernières décennies de croissance industrialiste. Pris en charge comme consommateurs ou usagers par des professionnels qui nous imposent leurs produits et leurs services, nous perdons nos capacités autonomes à nous déplacer, apprendre, nous soigner, nous divertir... ce qu'aucune prise en charge supplémentaire ne peut compenser. Intégrés comme salariés anonymes et interchangeables dans de vastes systèmes de production interconnectés à travers l'espace national et mondial, nous sommes devenus impuissants au milieu d'une complexité que personne ni aucun pouvoir ne maîtrise plus, et qui est devenue d'une terrible fragilité.

Sortir de cette crise radicale, chercher les voies de la survie de tous, celle des masses affamées du Sud comme celle des drogués de la consommation et des chômeurs désespérés du Nord, cela passe donc par la reconquête des moyens indispensables à l'autonomie concrète et créatrice de chacun.

(5) Ivan ILLICH, *Le travail fantôme*, éd. du Seuil, Paris, 1981, p. 67.

(6) Ibid, p. 68-69.

Si nous voulons retrouver une certaine saveur de l'existence ensemble, une convivialité, il est urgent que nous contestions notre passivité de consommateur, tétant des marchandises et des services tout prêts. Il est urgent que nous prenions des distances à l'égard des corps professionnels qui nous mutilent. Il est urgent que nous reprenions personnellement, avec ceux qui nous entourent, la responsabilité première de notre corps, de notre savoir, de notre manière d'être et de vivre. Il est urgent que nous apprenions à faire des choses nous-mêmes et à tirer parti de ressources de plus en plus proches, avec des moyens technologiques repensés à cette fin.

Si nous voulons retrouver la souplesse, la liberté de jeu, le degré d'auto-organisation sans lesquels aucune économie ne peut tenir, il est urgent que nous contestions le travail salarié, l'emploi anonyme et programmé. Il est urgent de reprendre du terrain au mode de production industriel afin de lui substituer, pour toutes les activités où cela sera possible, le mode autonome, vernaculaire, de production. Il est urgent de réduire les interdépendances dans lesquelles les outils de puissance nous empêtrant, en cantonnant progressivement ceux-ci aux seuls domaines où ils s'avèrent indispensables. Il est urgent de désindustrialiser largement l'économie pour faire place à un nouvel outillage, moderne, efficient lui aussi, mais souple et discret parce que fondé sur l'autonomie des gens, sur leur capacité vivante à user de l'environnement qu'ils façonnent et habitent, pour prendre soin d'eux-mêmes et de leurs proches.

Proposition de démarche

techno-politique :

entreprendre l'autonomisation

Ce retournement radical, cette bifurcation à angle droit par rapport à la course aveugle du XX^e siècle ne peut guère partir de décisions d'Etat : ballottés par les perurbations d'une économie trans-

ationale qui dépasse leur pouvoir, les gouvernements sont entièrement mobilisés par les urgences et la gestion fébrile d'un système qui se disloque. Cela ne peut partir qu'au ras de nos existences quotidiennes, c'est-à-dire de milliers de modestes initiatives locales, personnelles et collectives, peu à peu rejointes par d'autres, comme les « alternatifs » en donnent déjà l'exemple.

Certes des résistances et des conflits d'intérêt surgiront, entre les habitants d'une même région, entre celle-ci et les producteurs d'une autre, et même entre travailleurs d'entreprises, de branches ou de pays différents, car des situations acquises seront contestées, des débouchés menacés de disparition. Et il faudra bien passer par là, en élaborant, au fur et à mesure que le phénomène s'amplifie, de nouvelles médiations aux niveaux politiques correspondants, c'est-à-dire un autre langage politique et de nouvelles formes de solidarité pour résoudre ces conflits d'intérêt inédits et ménager les transitions.

Il faudra bien passer par là, car même si cela peut paraître paradoxal au début, la reconquête des autonomies locales et personnelles me semble, à terme, la seule voie par où nous puissions sortir du dilemme qui désormais hante toute l'économie mondiale : eux *ou* nous. « Il n'y a pas le choix, c'est eux *ou* nous : les Japonais *ou* les Européens, le textile de Lille *ou* celui de Corée, les éleveurs bretons *ou* ceux de Hollande (sur le dos des paysans thaïlandais)... ». C'est la seule voie menant à une réalité techno-économique où l'on pourra dire un jour : « Ce que je fais chez moi, avec les miens, pour vivre à ma manière, tu peux aussi le faire chez toi, avec les tiens, pour vivre à ta manière ».

Mais comment entreprendre cette reconquête d'autonomie contre le mode de production industriel, comment partir d'initiatives modestes et limitées et viser une portée globale, politique, à long terme ?

Je propose une démarche fondée sur l'idée suivante : *que chacun cherche toutes les occasions pour rééquiper peu à peu son environnement en petits outils autonomes grâce auxquels il pourra faire de plus en plus de choses pour lui-même et ses proches et réduire d'autant son temps de travail professionnel et son revenu. Que chacun cherche à réoutiller le milieu où il vit*, pour pouvoir se dégager progressivement, autant qu'il sera possible, du travail rémunéré, salarié, et augmenter le temps disponible pour vaquer soi-même à une partie de ses besoins, au lieu de payer d'autres, embrigadés dans l'anonymat, pour le faire. Le revenu monétaire se mettrait à baisser, mais non pas le niveau et la qualité de vie (...).

Les occasions d'amorcer cette démarche technologique sont nombreuses et diverses. Aucune ne devrait être négligée.

En premier lieu les faillites, les licenciements, les *fermetures d'entreprises*, c'est-à-dire les dégâts immédiats de la débâcle rampante en cours. Occasions majeures, essentielles. En raison de la gravité de leurs conséquences, bien sûr, à la fois économiques, sociales et psychologiques. Mais aussi parce que ce sont des « fissures » du mode de production industriel, des échecs sans remède, et que *c'est dans ces fissures, là où le système se désorganise, que résident les meilleures chances d'avancer en prenant l'initiative contre lui*. Face aux drames à la fois collectifs et personnels que provoquent les effondrements d'entreprises, voire de branches industrielles entières, il n'y a en effet plus de solutions : « les sauveurs » prêts à s'implanter dans les régions touchées et à embaucher le personnel licencié se font de plus en plus rares, l'Etat manque de capitaux, et la mise à la retraite anticipée ne pourra continuer indéfiniment. Faute de solution, il est donc urgent d'inventer dans ces situations un processus original de mutation économique (...).

Reconquérir un domaine vernaculaire

La première chose à faire, c'est de prendre appui sur les moyens d'autonomie qui existent encore, malgré tout, et d'en intensifier l'usage. Ensuite, au bout d'un, deux ou trois ans, on devra se réapproprier des technologies industrielles afin d'aller plus loin.

Première étape : prendre appui sur les outils de subsistance

Pour commencer à réduire son temps de travail et son revenu monétaire et à leur substituer des activités vernaculaires, il faut d'abord jeter un regard neuf sur les choses qui nous entourent ou dont nous connaissons l'existence : beaucoup pourraient être utilisées bien plus souvent ou servir tout autrement, ou devenir accessibles à bien plus de gens.

Nous disposons tous d'une cuisinière, de casseroles et d'autres ustensiles ménagers. Certains possèdent aussi une machine à coudre ou du matériel de peinture et de menuiserie : pinceaux, rouleaux, scies, ponceuses, étaux, perceuses, etc. En outre, les dernières années ont vu apparaître toute une série de petites machines perfectionnées, d'usage facile et autonome, destinées aux adeptes du bricolage : scies circulaires ou à ruban, toupies, dégauchisseuses-raboteuses, tours à bois, tours pour pièces métalliques, fraiseuses, et même machines-outils polyvalentes avec éléments amovibles... Sans parler des petites bétonneuses, des fours de poterie, des métiers à tricoter, du matériel de soudure, des caleuses, des manuels et techniques de soins du corps, etc. Enfin, si l'on regarde de près, les possibilités de micro-agriculture, pour produire soi-même une partie de sa nourriture, sont bien plus grandes qu'on ne le croit, même en ville.

Nous nous servons en général peu ou très mal de tous ces moyens, techniquement très au point, même lorsque nous les possédons. Le plus souvent par

manque... de temps. Eh oui ! si nous dégagions plus de temps disponible, chacun pourrait en faire un usage plus intensif et compter vraiment sur eux pour entretenir en partie son existence. Tout cet outillage est destiné à des activités essentielles, des activités de subsistance : cultiver, cuisiner, se vêtir, se loger, laver, se meubler, apprendre, se soigner, réparer des objets, rénover ce qui s'use... Et c'est par là qu'il faut commencer, c'est sur les outils de subsistance qu'il faut s'appuyer pour commencer à s'autonomiser. Chemin faisant, on s'apercevra combien travailler pour pouvoir se payer le temps des autres étouffait la sociabilité et que, plus autonome, on peut lui redonner vie : avec du temps disponible, on peut se fréquenter et faire des choses ensemble.

32 heures par semaine...

Jusqu'où peut-on alors aller ? Certainement jusqu'à 15 %, d'après l'estimation que j'ai faite en comparant les possibilités offertes par ces outils aux dépenses moyennes des ménages en France. Ceux qui le choisissent peuvent dès maintenant, avec des techniques efficaces à portée de main, échanger 15 % de leur temps de travail et de leur rémunération contre du temps disponible pour faire eux-mêmes la part équivalente de ce qu'ils sont actuellement condamnés à acheter à d'autres pour vivre (...).

Mieux se servir de l'outillage domestique

Certaines activités nécessaires à la vie courante peuvent être faites avec l'équipement banal que tout le monde connaît : cuisinières, casseroles, batteurs, machines à coudre, matériel de peinture, caisse à outils pour menus travaux, entretien et réparations courantes de la voiture ou du vélo, etc. Nous savons aussi que de nous en servir revient nettement moins cher que d'acheter les choses toutes faites ou de recourir au plombier, au garagiste, à l'électricien.

Pourtant ce matériel est très souvent sous-utilisé : la cuisinière sert à chauffer en vitesse un plat surgelé ou une conserve et la voiture est laissée au

garagiste pour la moindre vidange, avec la caisse à outils dans le coffre... En général parce qu'on est pressé, qu'on manque de temps. Le cas est particulièrement flagrant lorsqu'il y a deux salaires dans le ménage : une bonne partie du second sert alors à payer les dépenses supplémentaires que le travail à temps plein des deux conjoints rend inévitables.

Ceci pour dire que l'inverse est vrai également : avec plus de temps disponible, il devient non seulement plus économique, mais aussi tout à fait naturel de se servir mieux et plus souvent de l'outillage domestique (...).

Créer des ateliers vernaculaires, ouverts à tous

Parmi les outils nécessaires à cette première étape, il en est d'autres dont il vaut mieux assurer l'accès égal pour tous en les mettant à la disposition de tout le monde dans des locaux publics. C'est le cas des machines à tricoter, des scies circulaires, des toupies, des dégauchisseuses-raboteuses, des tours à bois, des tours à métaux, des fraiseuses, des machines-outils polyvalentes, des fours de cuisson pour le grès, la poterie, etc.

Ces petits équipements peuvent certes être acquis individuellement, et l'industrie du bricolage le propose avec insistance, parce que c'est son intérêt commercial. Mais, outre que beaucoup ne peuvent pas se permettre de telles dépenses, ces outils ne sont pas d'une utilisation quotidienne, ni même fréquente. Chacun n'en a besoin que de temps en temps, lorsqu'il faut un autre pull pour le gamin, un lit de plus dans la maison ou un nouveau pied de lampe. Il est donc plus judicieux de mettre cet outillage en commun dans des ateliers d'accès public, ouverts à tous, où n'importe qui pourrait venir avec ses matériaux et se servir sur place de telle ou telle machine dont il a momentanément besoin pour faire son ouvrage.

Il existe déjà des ateliers de ce genre, par exemple dans les centres sociaux de Mulhouse, dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (les Ateliers communautaires de Cergy), ou à Stockholm en Suède. Créés à l'initiative des habitants ou de militants, ils fonctionnent bien sans déprédation du matériel et sont des lieux vivants et animés, où des contacts et des amitiés se nouent. Celui de Stockholm existe depuis dix ans et a dû s'agrandir.

Quant à la propriété de ces ateliers et de leur équipement, elle serait donc collective. Selon les cas, là aussi, les formules devront varier : la collectivité propriétaire peut être celle des habitants d'un immeuble ou d'un quartier, regroupés en association ou en coopérative civile d'utilisateurs et de consommateurs ; dans d'autres cas, ce peut être la municipalité. Cela dépend du financement nécessaire au départ et du nombre de gens desservis. L'idéal consiste à faire coïncider au mieux le niveau de la collectivité propriétaire avec la population utilisatrice de chaque atelier et l'assiette sociale de son financement.

Mais l'essentiel est d'arriver à ce que les machines autonomes dont il est ici question retrouvent dans la pratique quotidienne des gens le statut du lavoir dans les villages d'antan : celui d'un bien public, devenu partie intégrante de l'environnement commun, et dont chacun peut se servir convivialement pour sa subsistance, quand il en a besoin.

Récupérer les interstices de l'habitat pour élever et cultiver

Troisième série d'aménagements à entreprendre : se donner les moyens de produire (et non plus seulement de préparer) une partie de sa nourriture.

Cela n'est pas possible pour les céréales, et à court terme pour les fruits non plus. Mais avec un peu d'imagination, ce le serait pour les herbes et une

partie des légumes : les pommes de terre, les légumes secs et les deux tiers des autres légumes. Ce le serait aussi pour les volailles, les œufs, les lapins et la moitié du poisson. Ces denrées représentent en moyenne 2,50 % du budget des ménages, chiffre inclus dans les 5,40 % énoncés plus haut pour l'alimentation.

Evidemment, il faut pouvoir disposer d'un peu de terre : environ 137 m² par personne pour les légumes précités (sur un total de 216 m² environ pour l'ensemble des fruits et légumes que chacun consomme en France). Cela paraîtra beaucoup sans doute, trop pour sembler accessible à la plupart des gens, compte tenu du mode de vie urbain actuel. Et pourtant, si l'on y regarde de près, il y a bien plus de possibilités qu'on ne le pense.

Ceci dit, il n'est pas indispensable que le lopin de terre soit attenant à la maison. Même dans les vieux villages agricoles, il n'est pas rare que le jardin potager soit à quelque distance de la maison. A fortiori dans les villes, où les surfaces cultivables se présentent souvent sous forme de parcelles plus ou moins grandes situées ici et là.

Des formules nouvelles et plaisantes de micro-agriculture sont désormais praticables, non seulement dans les cours mais aussi dans les pièces mêmes des appartements et sur les balcons, les bords de fenêtre, en aménageant astucieusement des bacs de terre superposés ou de petites serres en étagères. Même les grands toits plats des immeubles modernes pourraient recevoir une couche de terre et être récupérés (ce qui est déjà expérimenté, notamment aux Etats-Unis).

Un inventaire minutieux et complet du tissu urbain révélerait sans doute un nombre insoupçonné d'espaces intersticiels, de coins et recoins parfaitement récupérables pour la culture par les habitants : énormes espaces vides entre les tours et les barres des grands ensembles, terrains vagues, abords des échangeurs d'autoroute, bordures de certains

parkings, etc. Les obstacles seraient avant tout juridiques et demanderaient une étude spéciale sous cet angle.

Tout ceci mérite plus qu'un sourire amusé : la ville médiévale connaissait justement ce mélange harmonieux de jardins et de maisons bien serrées et, plus près de nous, pendant la Deuxième Guerre mondiale, Tokyo a été en partie autarcique en matière de nourriture, par nécessité.

Selon Yona Friedman, « l'agriculture urbaine » pourrait bien devenir une des clés de la survie dans un monde où la population des agglomérations monstrueuses va encore augmenter dramatiquement. Elle pourrait aussi, peut-être, avoir une influence sur les pratiques agricoles en général, si, comme le montre Jane Jacobs, c'est toujours de la ville que sont parties les grandes transformations de l'agriculture, y compris son invention même, à l'aube de l'histoire.

Redevenir notre premier médecin

Bien que les dépenses pour la santé représentent près de 10 % du budget moyen des ménages en France (autant que le loyer !), il n'est guère possible d'y faire des économies substantielles au niveau individuel, puisque les coûts sont largement socialisés. En reprenant peu à peu de l'autonomie, personnellement, par rapport au corps médical, on ne peut agir que sur la part de dépenses non remboursées par la Sécurité Sociale. Pourtant cette reprise est primordiale, puisque savoir se bien porter, physiquement et psychiquement, est le principal ressort de la santé (...).

La première chose à faire est de s'informer et d'apprendre au contact des autres, pour partager et acquérir les connaissances et les savoir-faire qui permettent de faire face aux petites misères et aux maladies bénignes, afin de réserver la consultation du médecin aux cas plus graves. Ici et là des hommes et des femmes ordinaires ont déjà créé des réseaux

afin de favoriser ce type d'échanges et de reprise de responsabilité de sa santé. Le « Réseau santé » de Lyon, par exemple, propose des rencontres entre personnes partageant la même situation ou la même préoccupation, une documentation pour s'instruire ou s'orienter (fichiers, dossiers, manuels...), des permanences et un peu de matériel technique à propriété collective (appareils utiles dans telle ou telle maladie).

Notez que l'autonomie n'est pas visée à travers une érudition suffisante et solitaire, mais au contraire à travers la constitution d'un nouveau savoir vernaculaire où tout le monde pourra puiser librement en parlant avec son entourage.

S'assurer mutuellement certains services

Avec plus de temps disponible, il devient plus facile de s'arranger avec d'autres pour se rendre service mutuellement et éviter de payer des prestations professionnelles. Ceci est particulièrement vrai dans le cas d'une aventure collective, telle qu'une fermeture d'entreprise dans une région de mono-industrie.

Menus travaux de réparation, coiffure, soins esthétiques, garde d'enfants, préparation de repas de noces et autres fêtes, etc. peuvent peu à peu s'inscrire dans les relations d'entraide, de réciprocité où chacun trouve non seulement son compte, mais aussi, de surcroît, une manière plus savoureuse de vivre avec les autres.

Partager et diffuser les savoir-faire

Dernière série d'aménagements permettant de réaliser cette première étape : celle qui touche à l'acquisition des connaissances pratiques qu'une existence plus autonome exige.

Dans toute la mesure du possible, il faudrait éviter le recours aux professionnels de la formation pour rechercher au contraire, comme suggéré ci-dessus pour la santé, des voies de diffusion libre, fondées sur le partage et l'apprentissage mutuel des savoir-faire.

Les techniques de culture et d'élevage, le maniement des instruments et des machines à domicile et dans les ateliers vernaculaires, la familiarisation avec les matériaux et les objets à réparer, l'utilisation des plantes et des médicaments simples – savoirs d'une technicité moyenne, accessibles à n'importe qui – tout cela devrait pouvoir s'apprendre auprès de gens ordinaires dans l'entourage : parmi les parents, les voisins, les amis, les collègues de travail, les ouvriers et artisans retraités..., on trouvera toujours quelqu'un qui sait faire et qui pourrait le transmettre (...).

Mais le lecteur se dit peut-être que tout cela fait bien trop de choses à faire et qu'ajoutées au travail rémunéré, les activités vernaculaires se solderont par des journées épuisantes de 10 à 12 heures en réalité !

A cette remarque, je ferai deux objections : la première, c'est qu'il ne faut pas se laisser prendre à l'effet d'accumulation que provoque nécessairement une énumération. N'oublions pas que la plupart des activités mentionnées *ne sont pas quotidiennes* : si l'on cuisine tous les jours un peu, on ne se fait que quelques vêtements par an, et encore moins souvent un placard ou un lit. Tout comme les achats qui leur correspondent lorsqu'on est un consommateur bien sage, ces activités ont chacune des périodicités différentes qui réduisent en réalité considérablement ce qui est à faire tous les jours ou chaque semaine.

La seconde objection est la suivante : il ne faut pas perdre de vue qu'à long terme, si le domaine vernaculaire retrouve progressivement droit de cité, l'ensemble des moyens de production et des infrastructures se trouvera considérablement allégé et décomplexifié dans le pays. Il ne sera plus nécessaire, en effet, de produire et de payer tout ce qui sert

actuellement à faire face aux conséquences de la concentration et de la complexification galopante : autoroutes urbaines et péages automatiques pour atterrir au rayon des salades au supermarché, gestion informatisée d'un stock de confitures, parc de camions frigorifiques pour le transport international des poulets..., ni tout ce qui sert à compenser partiellement les destructions qui accompagnent la technologie de puissance. Du coup, le travail global de la société pourra diminuer d'autant.

En voici un indice : pour un nombre croissant de produits courants, 80 % du prix payé par le consommateur final sert en réalité à rémunérer les fabricants d'emballages et de palettes, les transporteurs, les magasins de gros, les détaillants, les assurances en cascade, etc., bref tout ce que la concentration technologique et géographique de la fabrication demande inévitablement comme accessoires et compléments, en quantité croissante. Il y a donc une marge considérable qui ne serait sans doute pas à l'avantage du mode de production industriel, si on devait comparer son efficience à celle d'activités vernaculaires dotées de technologies adéquates. Si celles-ci gagnent du terrain, le temps social de travail diminuera globalement : l'autonomisation des gens soulage la société en simplifiant les moyens.

Deuxième étape :

se réapproprier des technologies

Après une année environ, délai que demande la première étape, il sera possible de faire un pas de plus et d'élargir encore le domaine des activités vernaculaires. Il y faudra un peu plus de temps parce qu'il s'agit d'étudier et de mettre au point un certain nombre d'outils performants, à la mesure d'utilisateurs autonomes, dans des domaines où les technologies ont été façonnées et monopolisées par le mode industriel de production, mais où cela paraît accessible et réalisable sans grand effort, c'est-à-dire au bout de deux ou trois ans de recherches et d'essais.

Le matériel textile me semble ici un cas type : métiers de filature, étireuses-textureuses, métiers à tisser, à tricoter... Les métiers de filature synthétique utilisés dans l'industrie sont des machines énormes et complexes par le nombre de positions identiques (ou modules) qu'elles intègrent, souvent des centaines à la fois. Mais en ne juxtaposant que deux ou trois positions ou pourrait au contraire regrouper les opérations de la filature, de l'étirage, de la texturation en une seule petite machine de la taille d'une armoire et qui pourrait se trouver dans les ateliers vernaculaires où elle serait accessible aux gens du quartier. Une telle création ne fait pas appel à des connaissances théoriques nouvelles et l'essentiel réside dans la mise au point des organes. Si besoin est, quelques micro-processeurs pourraient parfaire les régulations internes (...).

Ceci à titre d'illustration de ce qu'il faudrait tenter, avec des chances très élevées de réussite, comme premier redéploiement des connaissances scientifiques et techniques actuelles au profit d'un nouvel outillage vernaculaire.

La principale difficulté pour les gens engagés dans l'autonomisation serait de trouver les équipes de techniciens susceptibles de s'intéresser à ce genre de « commande ». Boutiques de sciences où les gens peuvent soumettre des problèmes directement à des scientifiques, experts du Tiers monde élaborant avec les paysans concernés des technologies alternatives, ingénieurs en quête d'objectifs de travail différents... prouvent pourtant que les convergences sont possibles (...).

24 heures par semaine...

En reprenant une nouvelle fois la répartition des dépenses dans le budget moyen des ménages pour les confronter aux technologies qui semblent désindustrialisables à court terme, j'estime que la seconde étape permettrait de réduire temps de travail et salaire d'environ 10 % au moins, les intéressés y substituant à nouveau leurs propres activités vernaculaires (...).

Jusqu'ici j'ai supposé qu'on maintenait les mêmes produits de consommation et qu'on changeait seulement leur mode de production. Et je pense que dans l'ensemble cela est parfaitement possible. Je ferai toutefois une entorse à cette hypothèse de base à propos de l'automobile. Il est maintenant largement prouvé que, dans les villes tout au moins, la motorisation est devenue tout à fait contre-productive, faisant en réalité *perdre* du temps à tout le monde. Et pour arriver à ce résultat absurde nous acceptons de dépenser plus du dixième de notre revenu sans compter la vignette et les redevances de stationnement ! Tôt ou tard il faudra bien remettre en cause l'automobile en ville (dans les bourgs et les campagnes, la situation est différente) (...).

Il est donc possible d'aller plus loin dans cette seconde étape de la reconquête de l'autonomie, si les intéressés vont jusqu'à remettre en cause l'automobile,

- en continuant à la posséder, mais en réduisant de deux tiers la fréquence de son utilisation, ils gagneraient 3,6 % supplémentaires ;
- en réduisant son usage de quatre cinquièmes ils gagneraient 4,36 % ;
- et en s'en débarrassant pour la remplacer par le vélo, avec le recours occasionnel à un taxi-camionnette ou à une voiture utilitaire collective (pour le transport des denrées et des matériaux), ils gagneraient jusqu'à 7,9 % en plus.

La réduction totale du temps de travail et de salaire pourrait alors atteindre respectivement 13,85 %, 14,64 % ou même 18,30 %.

En trois ou quatre ans, les deux premières étapes pourraient donc aboutir, au total, à une réduction de près de 40 % du temps de travail rémunéré, ramenant celui-ci autour de 24 heures par semaine dans les îlots d'autonomie.

Mais quelles sont les initiatives à prendre pour que cette seconde étape puisse être franchie ? On peut regrouper les principales en cinq points.

Etendre les ateliers vernaculaires à d'autres technologies

Les recherches pour désindustrialiser certaines technologies aboutiront à un nouveau matériel autonome dont la meilleure implantation sera sans doute dans les ateliers vernaculaires. Aux ateliers déjà existants viendraient s'en ajouter d'autres, avec leur outillage spécifique.

Ainsi pour le textile : de petits métiers mécaniques à filer, à tisser, à faire de la maille y seraient à la disposition du voisinage qui pourrait y créer ses propres tissus au rythme où le besoin s'en fait sentir (...).

Adopter les énergies proches et renouvelables

Selon le rapport remis en juillet 1981 au Premier Ministre par le Comité d'Action pour le Solaire, les ménages pourraient économiser 45 % de leurs dépenses pour le chauffage, l'eau chaude et l'éclairage s'ils isolaient mieux leur logement et comptaient sérieusement sur les panneaux solaires, les éoliennes, les photopiles et surtout la biomasse.

Ces technologies commencent à être bien connues et je me contenterai d'ajouter ici une remarque, d'ailleurs importante.

Au fur et à mesure que l'on étend le domaine vernaculaire, l'outillage devient de plus en plus compatible avec les sources d'énergie proches et renouvelables. L'un des obstacles majeurs à leur utilisation actuellement, c'est en effet la puissance démesurée des outils du mode de production industriel, qui exige des énergies hautement concentrables. Mais si l'on miniaturise et disperse un peu partout l'outillage, il pourra s'accommoder des énergies plus diffuses qui proviennent plus ou moins directement du soleil.

Développer les compétences nouvellement acquises

En deux ou trois ans d'expérience d'une autonomie naissante, les savoir-faire ont le temps de s'affirmer et de se répandre, surtout si l'aventure est assumée en commun. On pourra alors faire quelques pas de plus dans la manière et les moyens vernaculaires de prendre en charge la maladie, entretenir les bâtiments, réparer des objets et faire parfois des pièces de rechange. Ceci à son tour stimule la transmission mutuelle des connaissances, l'apprentissage tendant à se confondre avec les rapports interpersonnels que l'existence quotidienne apporte.

Et peu à peu, chaque îlot d'autonomie voit s'élever le niveau de sa culture pratique et technique, celle que tous les participants partagent pour assumer leur subsistance et qui leur permettra plus tard de faire leurs d'autres technologies, plus complexes.

Dégourdir le spectateur passif

Le goût naîtra sans doute aussi de consommer moins de spectacles payants pour se distraire et de leur substituer des divertissements vivants que chacun peut tirer de son cru : jouer, chanter, danser, battre la mesure, gratter une guitare, créer et monter un sketch... tout cela peut prendre vie entre soi, avec la nouveauté des jours et des situations qui se suivent sans se répéter. Ce qui n'exclut pas, bien au contraire, de goûter parfois aux grandes œuvres lorsque l'occasion se présente.

Les luttes collectives, de celles des grands moments révolutionnaires à celles des Lip, du Larzac et des rassemblements antinucléaires, ont toujours été fertiles en créations populaires. C'est pourquoi, encore une fois, le cas des entreprises à reconverter dans une économie qui se détériore et se désorganise pourrait révéler des choses étonnantes, et à ses acteurs mêmes en tout premier lieu.

Autres aspects de cette reconquête

L'autonomie comme mode vivant de relation

J'espère que le lecteur sentira maintenant nettement, s'il en doutait au départ, que la reconquête d'activités autonomes, vernaculaires, n'est ni un retour nostalgique au passé, ni, surtout, une aspiration à l'individualisme renfermé ou à l'autarcie cloîtrée d'une cellule familiale. Au contraire, dans notre monde de prise en charge stérilisante et d'interdépendances anonymes et programmées, la reconquête de l'autonomie personnelle à travers les inversions technologiques et institutionnelles qui la permettent, est la condition première de l'entrée en relation face à face avec ceux que nous côtoyons (...).

L'autonomie oriente donc vers une évolution technologique radicalement différente de l'automatisation industrielle. Celle-ci est l'aboutissement logique du mode de production industriel, où la concentration exclusive des opérations, extraites et ôtées des activités vernaculaires de tout un peuple, puis leur répétition infinie, conduisent inexorablement à la rationalisation, c'est-à-dire à la réduction de ces opérations à la seule dimension technique, strictement fonctionnelle. Au bout du compte on arrive à leur squelette dénudé, à des règles précises, bien définies par avance, et on peut les automatiser, les robotiser. L'aboutissement logique du mode de production industriel, c'est l'usine automatisée : des opérations sans acteurs et des choses sans auteurs.

Un processus séculaire arrive alors à son achèvement. L'une après l'autre les activités vivantes des hommes sont soustraites du champ des relations entre eux et les occasions ordinaires et concrètes d'être en relation, présents les uns aux autres, au fil de la vie quotidienne, disparaissent.

Eh bien, reprendre de l'autonomie, reconquérir un domaine vernaculaire, c'est chercher une évolution technologique radicalement autre, rendant aux

activités humaines la possibilité de mettre en relation libre et vivante, c'est-à-dire la possibilité de *symboliser*.

Les artisans

Toujours au cours de cette deuxième étape, il peut être bon de veiller à ce qu'une certaine place soit prévue pour des artisans, surtout dans le cas d'une reconversion dans une région de mono-industrie.

Il ne s'agit plus alors d'activités vernaculaires à proprement parler, mais bien d'occupations professionnelles insérées dans des échanges marchands. Mais à cette échelle on peut encore parler d'autonomie, de production autonome plus exactement : les artisans utilisent des systèmes techniques qui leur laissent une grande liberté d'action et, tant que leur clientèle ne dépasse guère le rayon d'un quartier ou d'un canton, ils font en réalité partie d'une communauté locale plus que du système abstrait, sans territoire, du marché.

Or il y a des domaines où la technicité du travail exige évidemment une spécialisation professionnelle. En outre, la présence de certains artisans dans une localité peut être nécessaire aux activités vernaculaires, de même qu'elle augmente la diversité des ressources techno-économiques sur lesquelles la population locale peut jouer sagement pour faire face aux événements et préserver son identité et son indépendance collectives (...).

Engager un démantèlement sélectif des filières industrielles

Nous arrivons à la troisième étape de la démarche techno-politique de désindustrialisation. Celle-ci commence trois ou quatre ans après le début des expériences locales. Mais rien n'empêche d'y réfléchir éventuellement plus tôt à titre exploratoire, si le cœur y est, d'autant plus que les premières réappropriations de technologies mettent déjà sur la voie.

Il s'agit là de s'attaquer au gros des technologies industrielles, celles qui paraissent incontestables à priori : les équipements produisant corps gras alimentaires, bière, verre creux, emballage, cycles et véhicules utilitaires, matériaux de construction, radios, téléviseurs, magnétophones, équipement ménager électrique, produits de la parachimie, etc. Bref, tout ce qui nous semble en l'état actuel des choses ne pouvoir être fabriqué raisonnablement qu'avec des outils industriels (...).

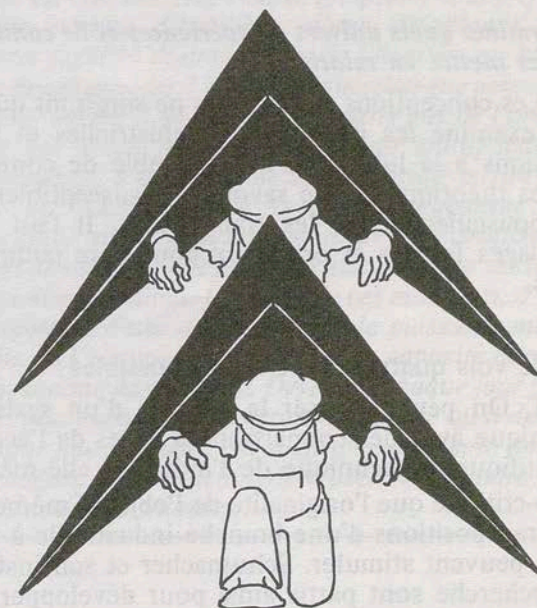
Le but de cette troisième étape n'est pas d'éliminer complètement le mode de production industriel. Cela ne serait ni possible ni souhaitable. Il y a d'abord des produits utiles ou indispensables pour lesquels ce mode est certainement le plus approprié (une certaine automatisation pouvant d'ailleurs, ici, être utile) : barres ou tôles d'acier, fils de cuivre, journaux d'information à grand tirage... Il faut reconnaître ensuite que les activités autonomes ont besoin de certains de ces produits pour pouvoir se déployer réellement : domaine vernaculaire et mode industriel de production ont besoin l'un de l'autre et, s'ils sont convenablement équilibrés, peuvent devenir synergiques.

Le but est de contester le préjugé industriel qui nous pousse à croire et à affirmer, sans jamais tenter de le vérifier expérimentalement, que toutes ces choses ne peuvent pas être produites autrement. Le but est de regarder de près, honnêtement, pour faire un inventaire méthodique des fabrications pour lesquelles cette affirmation est fausse ou, au contraire, véridique. Par ce tri expérimental on fera la part définitive des activités pouvant relever de l'autonomie et du noyau incompressible qu'il faudra laisser au mode industriel de production.

Peu à peu, ces nouveaux moyens de production viendraient étoffer et diversifier encore plus l'outillage des îlots d'autonomie, augmentant ainsi le degré

de liberté avec lequel leurs habitants pourraient en tirer parti, jouant sur la souplesse de toutes les complémentarités et combinaisons possibles.

C'est cette capacité croissante d'auto-organisation locale qui permettra à chaque communauté ou région de maîtriser son devenir socio-économique et d'inventer son originalité propre, tout en restant ouverte sur le monde extérieur.



Analyser les fonctions

Une fois l'angle d'attaque déterminé pour une filière donnée, il s'agirait de passer en revue les procédés et les machines utilisés à chaque stade de la fabrication. L'attention devrait alors porter sur la

fonction qu'accomplit chaque machine, afin de voir si la même fonction pourrait être remplie par une machine d'une puissance et d'une taille infiniment plus petite. On n'oubliera pas que dans ce cas il faut aussi que la même chose soit vraie de toutes les autres fonctions du processus complet de l'usine si l'on veut aboutir à un système technique alternatif cohérent.

Déterminer quels univers d'expériences et de connaissances mettre en relation

Les conceptions alternatives ne surgiront que si l'on examine les installations industrielles et leur fonctions à la lumière d'un ensemble de connaissances théoriques et de savoir-faire susceptibles de les bousculer et de les transformer. Il faut des couplages fertiles et originaux pour faire jaillir les idées.

Je vois quatre cas de figure possibles :

1. On peut fertiliser la critique d'un système technique avec des connaissances tirées de l'acquis scientifique et technique de l'industrie elle-même. Auto-critique que l'originalité de l'objectif même ou des transpositions d'une branche industrielle à une autre peuvent stimuler. Schumacher et son institut de recherche sont partis ainsi pour développer les technologies intermédiaires et c'est ainsi que sont nées les raffineries miniaturisées de canne à sucre en Inde.

2. On peut aussi reprendre une vieille technique traditionnelle et la fertiliser avec l'acquis scientifique et technique actuel.

Les nouvelles éoliennes résultent d'un croisement entre un outil très ancien et l'expérience acquise dans l'aéronautique.

3. Les outils industriels pourront aussi être transformés par la confrontation avec des expériences anciennes ou récentes accumulées dans le Tiers monde.

Pensons par analogie à d'autres influences de ce type : au compostage « in-door » et aux digesteurs de méthane élaborés en Inde, et, en médecine, à l'acupuncture venue de Chine.

Les cultures traditionnelles, celles de l'Europe comme celles du Tiers monde, avaient de la peine à distinguer les activités proprement « économiques » des rapports familiaux, parentaux, communautaires, religieux ou d'autorité politique en général : les activités de subsistance étaient très largement « encastées » dans l'ensemble des relations qui constituaient l'existence des personnes dans leur communauté.

Né sous le capitalisme libéral et repris par tous les courants socialistes et communistes, l'industrialisme avec son biais fondamental pour la technologie de puissance a « désencasté » ces activités pour leur donner un espace à part, privé des limites d'un territoire : l'espace uniforme et transnational par essence du marché économique. Au bout de cette immense transformation techno-économique, les normes et les structures culturelles qui charpentaient l'existence et les communautés locales se sont évaporées, peu à peu remplacées par l'organisation rationnelle et anonyme des vastes interdépendances suscitées par la démesure des outils de production. Mais l'impasse apparaît maintenant clairement : cette construction techno-économique transnationale ne peut que se désorganiser et se décomposer, victime de sa contre-productivité et de ses interdépendances démesurées. Privés d'autonomie dans une machinerie qui nous dépasse et qui se délabre, nous voyons déjà poindre le monstre de la violence intestine.

Il n'est ni possible, ni forcément souhaitable, de ressusciter nostalgiquement des formes sociales et culturelles du passé. De nouvelles règles et expressions de la vie en commun sont certes indispensables, mais elles seront à créer, donnant naissance à d'authentiques cultures nouvelles où les technologies mûres auront leur place. Et l'on verra sans doute alors que ces règles neuves renoueront avec le meilleur d'un vieil héritage du passé.

Mais il nous est possible ici et maintenant de retrouver à travers l'autonomie personnelle des activités vernaculaires reconquises le visage des autres, la saveur des gestes parlants dans des relations vivantes, face à face, le goût de la présence mutuelle signifiée, symbolisée à travers tous les actes de la vie, à commencer par ceux qui sont liés aux nécessités mêmes de l'existence.



Georges BERNANOS,
La France contre les robots
R. Laffont, pp. 139-140

L'objection qui vient aux lèvres du premier venu, dès qu'on met en cause la Machinerie, c'est que son avènement marque un stade de l'évolution naturelle de l'Humanité ! Mon Dieu, oui, je l'avoue, cette explication est très simple, très rassurante. Mais la Machinerie est-elle une étape ou le symptôme d'une crise, d'une rupture d'équilibre, d'une défaillance des hautes facultés désintéressées de l'homme, au bénéfice de ses appétits ? Voilà une question que personne n'aime encore à se poser. Je ne parle pas de l'invention des Machines, je parle de leur multiplication prodigieuse, à quoi rien ne semble devoir mettre fin, car la Machinerie ne crée pas seulement les machines, elle a aussi les moyens de créer artificiellement de nouveaux besoins qui assureront la vente de nouvelles machines. Chacune de ces machines, d'une manière ou d'une autre, ajoute à la puissance matérielle de l'homme, c'est-à-dire à sa capacité dans le bien comme dans le mal. Devenant chaque jour plus fort, plus redoutable, il serait nécessaire qu'il devînt chaque jour meilleur. Or, si effronté qu'il soit, aucun apologiste de la Machinerie n'oserait prétendre que la Machinerie moralise.

Réflexions sur les idées d'Ingmar Granstedt

par
Bernard
Boudouresques

Sortir de la crise, des conséquences néfastes de la société industrielle en cherchant les moyens de construire un nouveau type de vie où les activités « autonomes » auront la plus grande place, telle est l'idée directrice de la réflexion d'Ingmar Granstedt. Toute recherche allant dans ce sens doit être étudiée très sérieusement.

Le mérite d'I.G., en sortant des sentiers battus, est de proposer une véritable révolution dans les modes de vie occidentaux, qu'il considère comme destructeurs de leur bien-être ; il décrit les chemins pour arriver à une société où tout homme deviendrait auteur de son propre développement. Dans ce type de réflexion, il est important d'examiner surtout la dynamique et non les solutions proposées, les exemples souvent très discutables. Comme pour Illich, dont il est le disciple, le discours de Granstedt doit surtout être compris comme un appel à penser autrement. Car certaines propositions concrètes peuvent paraître naïves et faire fi des nombreuses contraintes locales et nationales. On ne peut reconstruire le monde idéal dans un contexte technique et économique que personne ne maîtrise.

Pour une nécessaire utopie

Retenons donc de cet essai sa visée utopiste nécessaire à toute réflexion, l'utopie permettant d'élargir le champ des hypothèses de travail, laissant la place à une réflexion scientifique plus poussée, les interrogeant d'une façon critique. Cette visée ouvre des horizons possibles, casse des fausses relations, explore de nouvelles manières de vivre et d'être sans les absolutiser. Surtout, elle empêche de considérer le mode de vie d'aujourd'hui comme le seul scientifiquement possible, donc intangible. Mais I.G., c'est normal, exprime une philosophie du bien-être, du bonheur de l'homme qu'il traduit par l'autonomie, le « mode autonome de production », les activités « vernaculaires ». Il pense ainsi « retrouver le visage des autres, la saveur des gestes parlants dans des relations vivantes... ». Est-ce si sûr ?

Une autre société industrielle se dessine

Je me bornerai à quelques remarques et à poser quelques questions.

1. - Ingmar Granstedt critique très fortement la société industrielle. Il est vrai que, jusqu'à maintenant, dans les grandes unités industrielles, conçues sur taylorisme, imbriquées dans des

structures multinationales, l'ouvrier n'effectue qu'un travail parcellaire, dépersonnalisant. Il devient un « outil » parmi les autres et n'est jamais considéré comme capable de créer, d'inventer. Il ne peut pas se sentir responsable de son travail ; il n'a aucun pouvoir sur la finalité des produits qu'il aide à fabriquer.

Mais doit-on suivre I.G. dans sa condamnation et dans son désir de disparition progressive de tout mode industriel de production ? La révolution technique ne va-t-elle pas être accompagnée d'une révolution de l'intelligence (comme le titre le « rapport sur l'état de la technique 1985 ») ?

D'après I.G. « l'échelle industrielle produit par nature et non en fonction de ce qu'elle produit, un appauvrissement radical au niveau des relations ». Est-ce si radical ?

On voit se dessiner au Japon et dans de nombreux pays industrialisés une évolution de la notion d'entreprise, qu'elle soit petite, moyenne ou grosse. Celle-ci ne refuse pas l'arrivée des nouvelles techniques informatiques, robotiques mais mise d'abord sur la participation de l'homme. Cette « entreprise du 3^e type », comme on l'appelle maintenant, est d'après Michel Albert (1) « l'entreprise du

taylorisme à l'envers, celle du principe de confiance opposée à celle du principe disciplinaire, celle de l'O.S. intelligent opposée à celle de l'O.S. idiot ; celle de la culture diffusée opposée à celle de la connaissance confisquée ; celle de l'ouverture sur le monde opposée à celle de la fermeture sur soi, celle de la souplesse opposée à celle de la rigueur, celle de la qualité précédant la quantité... ». Au Japon, dans ces types d'usines, les ouvriers ont une formation technique et humaine de plus en plus poussée. Une autre conception du rôle d'ouvrier se met en place. L'homme pourrait ainsi retrouver une place digne au travail en fabriquant une « machine à coudre de manière autonome » ou un arbre de turbine dans une entreprise industrielle.

Avec un tel type de rapports humains qui règnerait dans une usine misant sur la créativité de tout le personnel, l'agressivité ne diminuerait-elle pas ? Sans devenir encore conviviale, cette société ne serait-elle pas moins violente ?

Quelle forme de production d'énergie ?

2. - Dans la recherche des outils permettant de mieux vivre, intéressons-nous à ceux nécessaires à la satisfaction de nos besoins énergétiques.

La demande d'énergie finale, celle utilisée par le consommateur pour se chauffer, s'éclairer, se transporter... est maintenant de mieux en mieux connue. Pour répondre à leurs besoins, en faisant le maximum pour ne pas gaspiller, les hommes se trouvent toujours devant un choix entre différentes sources d'énergie primaire : énergie non renouvelables comme le charbon, le fuel, le gaz naturel, l'électricité. Énergies renouvelables comme le solaire, la biomasse. Ces énergies peuvent être dispersées ou centralisées. L'électricité peut être élaborée dans de petites usines avec de petits outils ou bien dans de grandes centrales.

- Je mettrai d'abord à part l'énergie nucléaire. Cette source d'énergie est ambivalente par nature : elle peut être orientée vers la production d'électricité tout en fabriquant la matière première explosive (Plutonium) nécessaire à la bombe A. Elle porte la marque du « péché originel » des deux explosions d'août 1945 d'Hiroshima et de Nagasaki. Pouvant être un instrument permettant la fabrication d'armes nucléaires, cette énergie est par nature « violente ». Elle est potentiellement source de mort, source de guerre. Mais peut-on en dire autant des autres sources d'énergie primaire ?

- I.G. propose d'adopter les énergies proches et renouvelables et en même temps de créer l'outil-

(1) L'entreprise du 3^e type, G. Archier, H. Sérieys ; préface de Michel ALBERT, Seuil.

lage compatible avec ces sources. Mais est-ce réaliste pour une société fortement urbanisée ? Les réseaux fournisseurs d'énergie n'ont-ils pas plus d'avantages que les sources d'énergies localisées ? Prenons l'exemple d'un réseau de chauffage urbain. Un tel processus fournisseur de vapeur à haute température pour la ville, en provenance d'une ou deux centrales thermiques, est très intéressant. Il donne la possibilité de diversifier les sources d'énergie primaire : fuel, charbon, déchets, géothermie. Les risques de pollution sont diminués, car il est plus facile et moins onéreux de désulfurer ou dépoussiérer des outils de grande puissance que de petits outils personnels et dispersés. Est-ce plus « convivial » de se chauffer soi-même que de recevoir de l'eau chaude provenant d'un système centralisé ?

Pour les besoins d'électricité si, dans certains cas, des éoliennes, des photopiles solaires, des petits barrages hydrauliques peuvent être utilisés, un système centralisé et interconnecté permet de mieux répondre aux demandes pour tous. Certaines régions appellent à certaines périodes une demande d'électricité supérieure à d'autres ; le réseau interconnecté peut subvenir à ces besoins. Il est plus facile de réaliser ce dernier avec de grosses centrales de puissance qu'avec une multitude de sources disséminées. Les gros outils sont

nécessaires pour fournir l'électricité en fonctionnement de base : les petits outils sont utiles comme « appoint ».

Autonomie et lois du marché

3. - I.G. s'élève fortement contre le régime salarial, contre le temps de travail passé dans la production industrielle. Pour lui : « La véritable alternative n'est pas le temps libre, mais le temps pour faire, le temps pour être actif soi-même et recréer un jeu vivant de relations avec son voisinage ». Ce temps est utilisé à travailler pour réaliser l'autonomie.

Cette optique n'est-elle pas adaptée au seul monde rural ? L'autonomie d'action de chacun peut-elle être mise en place dans une société urbanisée ?

S'il est nécessaire de rechercher des modes de vie autres, en visant l'épanouissement, le développement de ses rapports avec les autres, faut-il produire, travailler d'une autre manière en faisant ses outils ? Ne vaut-il pas mieux se mettre dans la ligne de la gratuité de la connaissance, de l'art ? Pourquoi ce nouveau travail ? N'y-a-t-il pas sous-jacent le mythe de l'homme qui ne se découvre que par le travail ?

La réduction du temps de travail doit-elle être « le moteur d'un développement de la production pour soi, production domestique et culturelle, individuelle et

collective... » ? Ce temps libre peut devenir une vraie mesure de la richesse : mais doit-il s'orienter dans la voie de « l'agir » ?

Comment cette autonomie va-t-elle s'intégrer dans les lois du marché ? Ne risque-t-on pas sans le vouloir de créer une classe de « riches » capables par leurs moyens physiques, leurs astuces, leur esprit d'entreprise, leur culture, d'accéder seuls à l'épanouissement par le biais de l'autonomie ? La technique « alternative » ne va-t-elle pas renforcer la formation d'une société à « deux vitesses » ? Ne sera-t-elle pas autant oppressive ?

En conclusion, je reprendrai la dynamique d'I.G. qui veut retrouver une nouvelle relation à la technologie. Il n'est pas nécessaire de critiquer les outils, leur puissance, leur degré de technicité. Il est plus utile de remettre la technologie à sa vraie place, c'est-à-dire au service de l'évolution sociale. Discutons les grands choix technologiques, enlevons au spécialiste son pouvoir et son prestige fondé sur le monopole de l'information, considérons que le débat technique est normal.

Changeons de mentalité vis-à-vis du progrès technique. On croit que tout ce qui peut être fait, doit aussi être fait pour la seule raison que cela est techniquement possible. Parions sur l'homme. C'est la voie de l'avenir.

Libérer le temps :

Leçons d'une expérience

par Christine et Jacques Muller

J. et C. Muller mettent en pratique depuis quelques années, avec toutes les difficultés que cela comporte, une certaine réappropriation de leur temps de travail salarié. Nous leur avons demandé qu'après lecture de l'article de Granstedt ils nous fassent part de leurs expériences et de leurs réflexions. La question fondamentale qu'ils posent est celle de la dimension des luttes politiques dans laquelle la réappropriation doit s'inscrire. L'article publié n'est pas complet. Mais ses auteurs, en le rédigeant, ont cherché le dialogue. Tous ceux qui souhaiteraient mieux connaître leur expérience peuvent leur écrire directement :

C. et J. Muller

10, rue des Maréchaux, 68460 LUTTERBACH

Nous vous proposons de partager les réflexions que nous suggère notre modeste expérience de « réappropriation » pour retenir l'expression de I. Granstedt. Notre démarche a été, au départ, plus intuitive que conceptualisée. Nous avons fait il y a quatre ans un choix important : l'un (Christine) a mis fin à ses activités de professeur de sport, l'autre (Jacques) « sous-valorise » son diplôme d'ingénieur dans une activité à temps partiel de professeur d'économie. Un souci : partager le travail de façon à libérer le maximum de temps, tout en permettant la satisfaction d'un certain nombre de besoins obligatoirement marchands.

La production autonome

Une grande partie des biens ou services nécessaires à la satisfaction des besoins primaires - nourriture, habillement, santé - ont basculé au fil des années dans la sphère hétéronome marchande. Ce sont ces activités dites vernaculaires (1) qu'on peut se réapproprier de diverses manières. Dans notre pratique nous en distinguons deux :

(1) Activités liées à la sphère domestique.

● *L'autoproduction, parfois en commun*

Depuis quelques années, celle-ci se limite à la préparation des repas, la confection d'habits, la création de cadeaux et jouets et la réparation des biens durables dont nous disposons. Les raisons qui motivent ces choix sont très diverses. En ce qui concerne l'alimentation, nous avons toujours manifesté une aversion profonde pour les produits agro-alimentaires élaborés, diététiquement déséquilibrés, à la saveur artificielle, et logiquement coûteux dans la mesure où ils incorporent des services (préparation, cuisson). Nous préférons infiniment consommer des plats équilibrés préparés en famille.

La création de vêtements répond plus, pour Christine, à une satisfaction personnelle : la conception, la réalisation et le plaisir d'habiller originalement toute la famille sont très motivants, beaucoup plus que l'aspect financier. C'est l'occasion très souvent de renforcer des liens avec ceux de notre famille qui pratiquent la même démarche (frère et sœur, parents), ou d'en tisser d'autres avec des amis en quête de savoir-faire en matière de couture ou ne disposant pas de matériel adapté.

La réalisation de cadeaux, jouets pour enfants correspond au même souci : se faire plaisir en créant de ses mains quelque chose d'original. Nous pensons que cette activité manuelle gratuite est essentielle, car elle répond à un besoin fondamental enfoui au fond de chacun : créer.

Enfin, la réparation ou l'entretien des vélos, des ustensiles ménagers et de notre voiture d'occasion répond d'abord à un impératif financier : le coût du travail artisanal est très élevé et les services rendus très inégaux. De plus, même si la mise au travail est parfois laborieuse, on a toujours quelque fierté à réparer soi-même, sans faire appel au « spécialiste ». Ces travaux sont alors l'occasion d'échanges de compétences enrichissants pour ceux qui y participent : échange de savoir-faire en mécanique-auto contre du savoir-faire en carrosserie-auto, gardien-

nage mutuel d'enfants, remise à neuf d'appartements, déménagements... En fait, nous ne faisons que redécouvrir l'échange de « coup de main » que pratiquaient nos grands-parents, à une époque où le temps contraint (travail salarié + déplacements obligatoires) était plus court, et où l'économie marchande hétéronome n'avait pas récupéré des activités vernaculaires plus ou moins communautaires.

● *L'utilisation collective de biens durables*

Un certain nombre de biens durables peuvent parfaitement servir collectivement, pour peu que les usagers n'habitent pas trop loin les uns des autres et s'organisent pour cela (machine à laver, congélateur, etc.). A l'heure actuelle, notre expérience dans ce domaine est plutôt limitée. Ainsi, nous disposons d'un moulin à céréales dont nous faisons profiter les proches (géographiquement) qui font également leur pain eux-mêmes à partir de blé cultivé sans engrais ni produits de traitement par un paysan des environs ; c'est l'occasion de se rencontrer, et parfois d'échanger de la farine fraîche et « bio » contre des fruits ou des légumes (non moins « bio ») tirés du jardin.

Nous avons également accumulé au fil des ans, petit à petit, un matériel d'escalade et de haute montagne complet que nous mettons à la disposition des copains peu équipés qui partagent la même activité de loisirs que nous. Réciproquement, nous bénéficions de leur matériel photo et de leur compétence en la matière. Finalement, chacun reste propriétaire des biens durables mis à disposition, mais ceux-ci sont utilisés collectivement : leur coût d'emploi est plus faible, et une telle utilisation est source de rencontres.

Cette timide expérience de réappropriation est bien sûr inachevée : nous projetons à court terme de produire nous-mêmes nos légumes compte tenu des possibilités de terrains qui nous sont offertes par des

amis, et de nous lancer dans la fabrication de meubles dans le cadre d'une MJC qui propose non seulement l'outillage mais le conseil technique indispensable d'un professionnel à la retraite. Nous pensons qu'une telle démarche est possible à un grand nombre de personnes, lassées de perdre leur temps à « gagner leur vie » dans des activités hétéronomes. Elle présente cependant des limites que I. Granstedt a tendance à sous-estimer et auxquelles on est rapidement confronté.

Des limites réelles

● *L'éclatement du tissu social*

L'utilisation et/ou la propriété collective de biens de consommation durables (voiture, télé, etc.) voire de biens de production ménagers (moulin à céréales, congélateur, outillage adapté, etc.) répond à deux conditions *simultanées* : la proximité géographique des usagers et des relations humaines privilégiées entre eux. Or, les voisins de palier ne ressentent pas forcément le désir de s'engager matériellement et psychologiquement dans une telle démarche, tandis que les amis ou parents prêts à le faire sont dispersés (...).

● *La sous-productivité du travail autonome*

D'un point de vue strictement technique, les biens de production utilisés dans les usines sont toujours plus performants que ceux dont nous disposons pour auto-produire : ils sont plus précis (mécanique, travail du bois), autorisent une gamme d'opérations plus variées (machine à coudre ou à tricoter) et permettent surtout d'économiser le travail humain (...).

En effet, la « sanction du marché » oblige tout entrepreneur à déployer les biens de production les plus efficaces, et à organiser « scientifiquement » les tâches. Ainsi la production autonome est intrinsèquement moins performante que la production marchande.

● *Des mentalités à changer*

Au vu de ce qui précède, la réappropriation implique non seulement une baisse de pouvoir d'achat (nombre de biens marchands consommables), mais aussi une diminution de la gamme de biens ou services disponibles. Cela signifie qu'en s'engageant dans une telle démarche, on limite ses besoins, du moins leur infernale progression. Or, dans la mesure où l'on ne vit pas dans une communauté plus ou moins coupée du monde, mais dans une société marchande qui ne se reproduit qu'en créant des besoins sociaux nouveaux, leur régulation individuelle ne va pas de soi. Même si l'on s'est déjà positionné intellectuellement en retrait par rapport à la société de consommation, une vigilance de tous les instants s'impose pour que l'acquisition d'objets réponde prioritairement au critère d'usage (...).

La productivité du travail autonome étant ce qu'elle est, il est hors de question, pour nous, de nous réapproprier toutes les activités vernaculaires. Nous n'aurions *pas assez de temps* pour cela, à moins de restreindre nos besoins à un niveau *aujourd'hui* insupportable. N'étant pas masochistes, nous nous réapproprions les domaines qui correspondent à nos goûts mutuels, conscients que notre situation est privilégiée : le métier d'ingénieur-professeur à temps partiel garantit un revenu monétaire correct tout en libérant énormément de temps... Tous les salariés sont loin de bénéficier d'un tel statut : la réappropriation ne pose donc pas seulement un problème de mentalité mais aussi – surtout – un problème politique.

Un combat politique nécessaire

• Le partage du travail et des revenus

A la lueur de notre modeste expérience, il apparaît qu'une baisse importante du temps de travail salarié est indispensable pour dégager une plage de temps libéré suffisamment vaste pour s'engager dans une démarche de production autonome. Cela doit devenir un axe de lutte prioritaire pour les salariés en rupture avec le productivisme. Il faut être conscient que cette revendication n'a aucune chance d'aboutir sans la création d'un solide rapport de force, tant elle remet en question les fondements de notre système économique, contrairement aux exigences salariales traditionnelles (...).

S'il peut y avoir convergence d'intérêt entre patrons et travailleurs sur le plan salarial – d'un point de vue macro-économique bien entendu (cf. le consensus fordiste) – la contradiction relative à la gestion des gains de productivité futurs est totale (...).

Nous nous refusons à séparer partage du travail et partage des revenus : compte tenu de la nécessité de baisser rapidement et largement le temps de travail légal (30 heures ?) sans mettre en faillite les entreprises, la question de la compensation salariale ne peut être évacuée ; comme il est bien entendu hors de question d'amputer le pouvoir d'achat des SMICARDS de 25 %, la conclusion s'impose : la masse salariale doit être redistribuée autrement entre salariés pour permettre à tous de bénéficier de temps libéré, et d'un minimum de pouvoir d'achat.

• Le rôle des consommateurs

Le combat politique ne se situe pas uniquement sur le lieu de travail : les associations de consommateurs ont un rôle non négligeable à jouer ; dans la mesure où celles-ci ont une répercussion sur la demande des ménages et donc sur la production des entreprises, elles pourraient développer prioritairement les thèmes de production autonome au sein de

leurs publications, et revendiquer l'apparition sur le marché de biens de production maniables et performants.

Appuyées par les associations de quartier, elles peuvent également agir au niveau des municipalités, en faveur de la création de structures de production associatives, décentralisées et de taille « humaine ». La collectivité prendrait en charge le financement des locaux, des outils technologiquement évolués, plus performants que ceux dont disposent les ménages, et le cas échéant, d'animateurs-conseillers techniques pour aider les usagers à se réapproprier un certain savoir-faire. De tels ateliers existent déjà dans le cadre de MJC (travail du bois, mécanique auto, moto, vélo), mais à une échelle beaucoup trop restreinte. (...).

Ainsi, contrairement à ce que suggère I. Gransedt, on ne peut compter exclusivement sur l'apparition de brèches profondes dans notre système en crise, pour faire émerger et propager des formes de production autonomes. Que le chômage puisse inciter les individus à se réapproprier un certain nombre d'activités vernaculaires (bricolage, jardinage) et leur permette de vivre autrement (moins de consommation marchande), c'est une évidence. Mais, dans la plupart des cas, il détruit moralement ceux qui sont privés du jour au lendemain de l'existence sociale que leur conférerait un travail salarié. Le combat politique pour partager travail et revenus, et faire émerger des ateliers communautaires financés tout ou partie par la collectivité s'avère en définitive indispensable.

Des contradictions

• Une contradiction théorique apparente

Tout d'abord, l'homme qui travaille à temps partiel perd de sa crédibilité sur le plan professionnel, même si c'est complètement subjectif. Les uns et les autres avons nettement conscience d'être plus dispo-

nibles humainement et plus efficaces que nos collègues saturés d'heures de travail, il n'empêche que nous contestons dans les faits la « religion du travail » (marchand !) et cela suffit pour être plus ou moins marginalisés. Par ailleurs, n'étant pas présents en permanence dans l'équipe au travail, nous n'en partageons pas toutes les réalités vécues quotidiennement, ce qui renforce le phénomène : de ce fait, il devient de plus en plus difficile d'être pleinement acteur sur le plan syndical (...).

Pourtant la contradiction réappropriation/action sur les structures n'est pas aussi fondamentale qu'elle apparaît de prime abord. En effet, dans la mesure où le pilier du système productiviste est la *marchandise* pour laquelle la majorité des travailleurs *aliènent* leur force de *travail*, la démarche de réappropriation, même isolée, constitue un premier acte essentiel de non-collaboration. Pour lui donner sa pleine dimension politique et l'inscrire dans une stratégie non-violente, il nous faut susciter et soutenir les formes de production autonome qui germent spontanément dans les failles du système. Cela signifie qu'il faut enfin admettre que l'évolution de la société ne dépend plus exclusivement des rapports de force créés au sein de la sphère productive marchande, mais de la crédibilité des alternatives de réappropriation collective développées par les groupes qui auront limité (voire cessé) leur collaboration avec le système. Pour cela, il ne s'agit plus de se focaliser sur le combat au sein des entreprises, mais de faire aussi pression sur les collectivités locales et l'Etat pour appuyer le développement de la production autonome hors marché, dans le cadre d'ateliers associatifs.

● Une contradiction pratique

Si, politiquement, la contradiction réappropriation/action sur les structures paraît donc levée, il n'en est pas de même sur le plan pratique, car la contrainte temps pèse lourdement. Compte tenu de

la sous-productivité du travail autonome, outils et surtout non-productivisme obligent, la réappropriation absorbe facilement tout le temps libéré, ne permettant pas du même coup de se cultiver de façon satisfaisante et d'être suffisamment présent sur le terrain politique. C'est pourquoi, en s'engageant dans une démarche cohérente, c'est-à-dire politique, de réappropriation, on se trouve confronté à des problèmes difficiles à gérer au quotidien. Ainsi, au sein du couple, le risque n'est pas nul de voir chacun se spécialiser dans une des activités où il est le plus à l'aise – réappropriation ou militance – ce qui, à long terme, est néfaste pour l'équilibre familial et personnel !

Le chômage : une « fausse issue »

Les propositions de I. Granstedt nous apparaissent, à l'expérience, quelque peu déconnectées des réalités : en rompant radicalement avec l'idéologie productiviste dominante, elle présupposent que les gens se satisfassent d'une gamme de biens et services nettement moins étendue qu'à l'heure actuelle et privilégient le temps libéré. A l'évidence, malgré l'apparition de signes précurseurs de mutation des esprits, l'idéologie du progrès revêt toujours un caractère quasi sacré : bien peu de monde affirme haut et fort qu'on peut vivre *mieux*, en disposant de *moins* d'objets.

Heureusement, ce blocage idéologique productiviste ne résiste pas à l'*expérimentation*. Tous ceux et celles qui se sont engagés, à des degrés divers, dans une démarche de réappropriation, partagent le même sentiment que nous : une fois que l'on a goûté au temps libéré, même au prix d'un appauvrissement relatif et inévitable, il devient tout à fait inconcevable de revenir en arrière. La maîtrise de son temps pour auto-produire, créer, se cultiver, militer et aimer est fondamentalement *libératrice*, malgré les difficultés rencontrées, ... mais à condition de s'engager volontairement, progressivement et partiellement – revenu monétaire oblige – dans une telle démarche.

C'est pourquoi la progression du chômage ne nous paraît pas être un levier pour passer d'un système hétéronome que nous connaissons à une économie conviviale. En effet, la pauvreté et l'exclusion sociale qu'elle entraîne aujourd'hui constituent d'abord le terreau qui permet aux idéologies fascisantes de se développer, avant d'être le moyen de vivre autrement. Prôner l'autoproduction pour les chômeurs c'est entériner de fait l'émergence d'une société duale contraire aux principes de justice sociale, et incompatible avec la démocratie. Cette fracture dramatique de la société en deux catégories de personnes est hélas déjà perceptible : il y a celles qui jouissent (!) d'un travail salarié leur permettant de s'abrutir dans la surconsommation et de satisfaire partiellement des « besoins » toujours plus nombreux – publicité oblige –, et celles privées de revenu monétaire, obsédées par les mêmes besoins sociaux mais tout à fait incapables de les satisfaire. Le chômage est bel et bien destructeur, avant d'être « créateur » (2) !

Ainsi, pour que la réappropriation ne soit pas le privilège d'une minorité à statut exceptionnel, l'action sur les structures est essentielle : le combat pour le partage du travail et des revenus et pour la généralisation du « temps choisi » (horaires souples, temps partiel), doit être mené de front avec la création des structures de production non-marchandes gérées collectivement, au sein desquelles il s'agit d'associer au maximum les chômeurs *qui n'ont pas choisi* la réappropriation collective mais peuvent en découvrir les vertus grâce à une pratique conviviale.

(2) Voir « L'analyse de la crise » proposée par la commission économique du MAN, et en discussion au sein du mouvement.

Ces propositions s'inscrivent parfaitement dans une stratégie non-violente de rupture avec le productivisme : il s'agit bien de créer un rapport de force suffisant et d'engager des actions cohérentes de non-collaboration avec le système marchand tout en lui substituant d'autres structures conviviales. Un bien vaste programme...

CASSETTE "LA GUERRE EN FACE"

Au moment de la fameuse émission de Montand « La guerre en face », l'hebdomadaire *La Vie* a organisé un débat entre le général COPEL et Christian MELLON. L'enregistrement intégral de ce débat est disponible sous forme de cassette.

Prix : 50 F (+ port 10 F)

A commander à :

La Vie

163, bd Malesherbes

75017 PARIS

Les objecteurs pour un service civil d'une durée égale au service militaire

Une coordination s'est créée entre les objecteurs qui ont décidé de cesser leur service civil au bout d'un an (ou de dix-huit mois).

Pour soutenir leur lutte qui vise à égaliser la durée des services civils et militaires, ils éditent des cartes de soutien.

A commander, pour 5 F la carte à :

A.R.I.C.O.

BP 2024

49016 ANGERS Cédex

L'imminence probable

par Paul Virilio

« L'automatisation ne supprime pas la possibilité d'erreur humaine, elle transfère cette possibilité d'erreur du stade de l'action au stade de la conception et du développement ».

Andrew Stratton

Depuis quelques années, P. Virilio nous a habitués à des études pénétrantes sur le développement et l'évolution à long terme des systèmes de guerre. Il explique ainsi que le stade de la cybernétisation des technologies avancées enlève toute possibilité d'appréciation et de décision aux responsables qui contrôlent les armes modernes. Mais ceci n'est pas pour lui le résultat d'une fatalité scientifique liée aux performances exceptionnelles de ces armes, c'est plutôt le résultat d'une exigence politique imposée par les pouvoirs en place quand ils transforment l'ennemi physique d'hier en un concept de « menaces » qui est en fait lié à l'essor de l'industrie de guerre.

L'un des aspects les plus énigmatiques de la technique concerne les régimes de temporalité (1) des objets, des matériaux et des ensembles produits. Chacun s'accorde à reconnaître que les « composants » de notre environnement naturel composent et combinent des durées relatives que l'homme a depuis longtemps appris à percevoir puis à maîtriser : régime saisonnier, systèmes cycliques, durées spécifiques, etc. Dans le domaine des techno-

(1) *Régime de temporalité* : tout objet se situe dans le temps. L'Homme apprend à percevoir les objets et à les maîtriser dans la durée qui les constitue (N.D.L.R.).

logies courantes, l'expérience professionnelle a également permis le contrôle des variations dues au vieillissement, à l'usure des structures. La chimie a d'ailleurs facilité la connaissance de ces mutations infinitésimales apportées par le temps aux éléments. Par contre, au niveau des technologies avancées, il semble que nous assistions à un renversement de perspective qui affecte les capacités humaines de contrôle, voire même de simple appréhension des phénomènes. D'un côté, les effets induits en s'inscrivant désormais dans la très longue durée (contamination, pollutions irréversibles...) excèdent les capacités de surveillance et d'approximation statistiques. De l'autre, la généralisation de l'automation, en retirant aux responsables directs leur pouvoir sur la mise en marche et la maintenance des processus, transfère cette responsabilité en amont de toute action, à un « concepteur-décideur » privé de moyens d'appréciation, et cela, malgré l'informatique et les appareils permettant la simulation. Enfin, dernier aspect et non des moindres, cette raréfaction de la maîtrise affecte le régime de temporalité du « décideur humain ». En effet, après les phases devenues classiques, **mécanisation-motorisation-automatisation**, vient la dernière phase : la **cybernétisation** (2). Dès lors, les phénomènes qui se passent *ici*, dans l'espace commun, ne se passent plus *maintenant* dans le temps commun, mais dans un *oultre-temps* (3) sur lequel nul n'a pouvoir, malgré l'illusion tragique de l'informatique.

(2) *Cybernétique* : science qui étudie les mécanismes et phénomènes de régulation des êtres vivants et des machines (N.D.L.R.).

(3) *Oultre-temps* : de même que l'Homme a un spectre de visibilité situé entre l'infra rouge et l'ultra violet, de même l'Homme se situe dans un temps donné. Ainsi il peut réagir à la fraction de seconde. Mais en-deçà c'est le temps des machines cybernétiques et de leur réaction à la nano-seconde (10^{-10} secondes), vis-à-vis desquelles l'homme ne peut intervenir (N.D.L.R.).

Une défense contre des menaces

Cette invention d'un temps incertain, véritable *au-delà technologique*, n'est évidemment pas une conséquence fatale du progrès des sciences et des techniques, elle résulte pour l'essentiel de l'évolution de la politique de défense. Si, dans l'ancienne doctrine de la Défense nationale, on prenait des mesures préventives contre un *ennemi* situé *au-delà des frontières*, avec la doctrine de la sécurité, on se prémunit contre des *menaces*, menaces contre la nation qui résultent moins de la démographie adverse que de l'essor de l'industrie de guerre. La peur n'est donc plus celle, visible et concrète, d'un adversaire géographiquement situé et politiquement défini, elle est d'abord celle des capacités de ses matériels et des performances de délivrance des armes les plus destructrices (avion, fusée, sous-marin...). *L'au-delà, ce n'est plus celui d'un territoire, d'un espace politique autour duquel il convient d'élever des remparts, c'est celui d'un temps réel, celui d'un espace-temps spécifiquement humain*, dont nous nous exilons progressivement. Écoutons le général Gallois, l'un des promoteurs de la stratégie nucléaire française : « Les forces de représailles doivent être créditées d'une mise en œuvre quasi automatique. Cette quasi-fatalité de la réaction à la menace est indispensable ».

Force est pour nous de constater qu'une telle option militaire conduit à éliminer tôt ou tard l'intervention humaine dans la boucle « détection-désignation-poursuite et engagement » des armes, et donc à nous abandonner à la *fatalité d'une procédure cybernétique*, avec les retombées que cela provoque au niveau des politiques nationale et internationale.

Observons quelques témoignages sur le récent conflit des Malouines. Celui d'un correspondant de guerre britannique : « Vous n'entendez rien venir, puis tout d'un coup, vous êtes au milieu d'un feu

d'artifice prodigieux ; lorsque vous percevez le bruit des avions, ils sont déjà loin et l'attaque est terminée ».

Le témoignage d'un pilote argentin : « Nous n'avons pas le temps d'avoir peur, tout se passe en quelques secondes. La mire s'allume juste devant le pare-brise, tout est prêt pour le travail de l'ordinateur, le dernier mot lui appartient ».

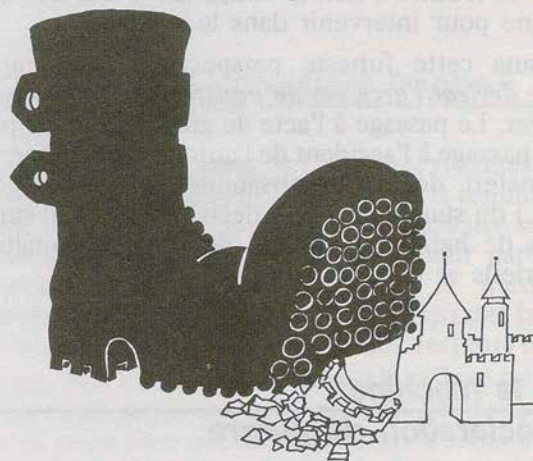
Et enfin le récit du commandant du destroyer *Sheffield*, coulé par un seul missile : « L'attaque a été fulgurante. Dans cette guerre des missiles, vous n'avez que quelques secondes, sinon quelques fractions de seconde pour réagir (...) C'est ahurissant, c'est une *nouvelle guerre inconnue des experts* (...) » Cette dernière phrase, *une nouvelle guerre inconnue des experts*, illustre parfaitement l'actuelle révolution du mode de destruction : *la doctrine de production a remplacé la doctrine d'emploi sur le champ de bataille*, le dernier mot appartient déjà à l'ordinateur des pompes funèbres...

Après les armes, c'est la guerre qui s'automatise

En fait, s'il n'y a plus de doctrine d'emploi des armements à enseigner à l'Ecole de Guerre, si cette nouvelle guerre est inconnue des experts *c'est parce que les délais de décision sont désormais insuffisants*. Le slogan des « armes intelligentes » (missile autodirecteur, cruise missile, etc.) « **tire et oublie** », est significatif du transfert de la décision humaine du stade de l'action et de l'utilisation sur le terrain, à la conception et à la programmation militaro-industrielle. Ce qui s'automatise ici, ce n'est plus seulement le « moyen de destruction », armes automatiques, projectiles autoprogrammés, c'est d'abord et surtout *la conduite de la guerre*. D'une guerre le plus souvent non-déclarée, remarquons-le.

La guerre théorique de la conception militaro-scientifique succède ainsi progressivement aux grandes manœuvres de la guerre pratique.

Si, comme l'expliquait hier Lénine, « la stratégie est le choix des points d'application des forces », il faut aujourd'hui constater qu'il n'y a plus de stratégie de la manœuvre militaire, mais uniquement *une stratégie logistique (4) de la programmation militaro-scientifique*, indépendante des divers pouvoirs politiques à l'est comme à l'ouest.



(4) *Stratégie logistique* : une stratégie qui programme, prépare et met en œuvre l'ensemble des moyens scientifiques et militaires. Ici cette stratégie détermine un affrontement, une guerre des programmations et des recherches entre complexes militaro-industriels et scientifiques des deux blocs (c'est le cas actuellement pour l'I.D.S. ou « guerre des étoiles ») (N.D.L.R.).

La guerre des Malouines, comme celles du Proche et du Moyen-Orient, illustre donc une fois de plus le caractère régressif des techniques avancées. L'absence déclarée de doctrine d'emploi des nouveaux moyens de destruction indique la tendance : le dépassement de la géopolitique et de la géostratégie au seul profit de la logistique, une logistique en passe de devenir « globale », non seulement à cause de la portée des nouvelles armes **transhorizon** et du long rayon d'action des engins, mais surtout du régime de temporalité des tout derniers systèmes d'armement.

Comme l'expliquait Andrew Stratton, il y a dix ans : « Le progrès en matière d'échanges de missiles risque de réduire à rien le temps laissé à la décision humaine pour intervenir dans le système ».

Dans cette funeste perspective, *l'automation obligée devient l'accident de transfert des technologies avancées*. Le passage à l'acte de guerre, ce n'est plus que le passage à l'accident de l'automatisation forcée, le transfert de la responsabilité (humaine, politique...) du stade de la libre décision d'emploi sur le champ de bataille, au stade de la programmation industrielle et économique.

Vers la machine de déclaration de guerre

Ainsi, la guerre retourne-t-elle à son principe, à son essence. Par une capillarité secrète qui affecte ou affectera bientôt l'ensemble du mode de production des systèmes d'armement (conception, programmation, fabrication, utilisation...), elle s'infiltré au cœur de l'appareil décisionnel (politique, géopolitique, géostratégique...). En fait, si l'on ne déclare plus officiellement « la guerre », comme ce fut le cas aux Malouines ou encore au Liban, et si « l'ennemi » est récusé en tant que tel, au profit de « menaces »

(directes ou indirectes) affectant l'intérêt national, c'est simplement parce que *la guerre relative a remplacé l'ancienne paix relative* et que le véritable « acte de guerre » s'inscrit moins dans une déclaration d'hostilités de nation à nation que dans le développement international du « mode de destruction », cette automation des « moyens » qui prélude à l'automation des « fins », où la machine de guerre deviendra soudain la *machine de déclaration de guerre*, machine du Jugement Dernier qui verra disparaître et nous échapper, la possibilité même d'un quelconque choix politique entre guerre et paix... Cette situation apocalyptique explique d'ailleurs l'actualité du débat sur la renonciation unilatérale à la doctrine de la première frappe nucléaire, qui réunit aux Etats Unis des personnalités aussi peu « pacifistes » que MM. Robert Mc Namara, George Bundy, George Kennan et Gerard Smith, ancien négociateur des accords SALT 1.

La politique régresse face à l'autonomisation du concept de guerre

Aujourd'hui, s'il n'est plus nécessaire de décider politiquement de la guerre ou encore de sa conduite sur le terrain, c'est parce que la « guerre pure » est déclarée depuis longtemps déjà, avec la dissuasion, à l'intérieur du champ des connaissances, au cœur des conceptions militaro-industrielles et scientifiques. *En effet, en acquérant une célérité qui surpasse les indispensables délais de réflexion et de décision des responsables (politiques et militaires), le concept de guerre s'est autonomisé et la guerre, automatisée, à l'instar des armes et des véhicules qui permettaient depuis longtemps de l'étendre à l'ensemble du monde. « La promptitude est l'essence de la guerre », écrivait il y a fort longtemps le stratège Sun Tzu... Victimes de cette guerre quintessenciée, disqualifiés par la quasi-instantanéité des délais de réponse, le*

« politique » et le « militaire » ne peuvent que régresser : intervenir au stade de la conception des armements et de leur déploiement sur place. D'où cette multiplication des rencontres bilatérales de Genève entre Soviétiques et Américains sur la limitation des armements stratégiques, sur les euromissiles et, depuis peu, sur la réduction de ces mêmes armements, la préparation des futurs accords START, en attendant avec impatience la grande réunion internationale qui déciderait enfin *la limitation de vitesse de la guerre*, non plus seulement le contrôle et la fin de la « course aux armements », mais cette fois, *la fin de l'armement de la course des technologies avancées*, sorte d'armistice scientifique et industriel, entracte destiné à stopper, avant qu'il ne soit trop tard, les ravages imprévisibles de la guerre pure, l'automation forcée des moyens comme des fins. Actuellement, si l'automatisation des missiles « autodirecteurs » provoque déjà le déclin de la responsabilité directe des divers acteurs de la guerre pratique, le moment est proche où la généralisation de l'automation des systèmes d'armement (nucléaires et conventionnels) entraînera la perte définitive du pouvoir de décision des chefs d'Etat sur le déclenchement des hostilités.

L'heure, un long terme militaire

Dans une récente interview, Lucien Sfez, ancien directeur de cabinet d'un ministère du premier gouvernement Mauroy, exprimait sa surprise concernant les délais de prise de décision dans l'administration : « La seule chose qui m'ait étonné, déclarait-il, c'est le rythme de décision. Je m'étais intéressé à la mémoire, au temps, mais toujours au temps long, continu, sans doute parce que j'étais dépendant du système universitaire où il n'y a jamais d'urgence. Tandis que dans un cabinet ministériel tout est très court : décisions à cinq minutes, à un quart d'heure, à une heure. Le long terme c'est la semaine ».

Ce témoignage est précieux dans la mesure où il traduit l'extrême promptitude de décision *civile* ; mais en matière d'urgence *militaire*, le long terme, c'est l'heure !... En effet, avec les récents progrès balistiques, tout se joue désormais dans de très courts laps de temps : quelques minutes pour le moyen terme, quelques secondes, voire quelques fractions de seconde pour le court terme. Rappelons ici que la doctrine de la frappe nucléaire surprise exige que pour atteindre leur cible, les missiles soient tirés avant même que ceux de l'adversaire aient pu quitter le sol. Le temps de réaction est aujourd'hui si court, qu'en période de crise internationale la paix et la guerre sont décidées par ordinateur, c'est le « **Launch on alert** » (5) système.

Renoncer à la « première frappe »

Parvenus à ce stade de l'Histoire, victimes expiatoires d'un état d'urgence généralisé, la renonciation à la doctrine de la première frappe nucléaire est pour nous le premier geste responsable pour parvenir à « l'armistice militaro-scientifique ». Il n'est plus question de chercher à *gagner du temps* par la croissante sophistication des engins, des vecteurs de délivrance, plus question d'améliorer le réflexe nucléaire en espérant *gagner par surprise*, nous devinons maintenant assez bien que la seule surprise serait celle de la soudaine mutation de l'ancienne « machine de guerre » en *machine de déclaration de guerre*, machine de mort subite sur laquelle nous n'aurions plus aucun pouvoir. Finalement l'erreur humaine de la programmation militaro-scientifique aura été de mésestimer l'invisible, l'inapparente violence de la

(5) « **Launch on alert** » : système qui déclenche toute riposte nucléaire militaire dès que l'alerte est lancée, sans qu'une décision politique de riposte ne soit possible (N.D.L.R.).

vitesse de délivrance des vecteurs (fusée, missile, laser, etc.) au profit de la spectaculaire violence du seul explosif atomique. C'est l'illusion tragique de la dissuasion nucléaire, dissuasion de l'emploi de l'explosif absolu et non pas dissuasion du développement effectif de l'implosif (6), cette hyper-vitesse capable, en nous privant du nécessaire délai de réflexion, de nous priver définitivement de responsabilité quant à notre destin. A ce sujet, rappelons encore que le Pentagone a déclaré être sous peu en mesure d'effectuer des bombardements nucléaires instantanés (programme RAIGUM) et que depuis septembre 1982, les Etats Unis disposent d'un « Haut-Commandement militaire de l'espace » destiné à préparer la mise en orbite d'un *satellite d'alerte avancée* capable de donner aux systèmes de défense américains une marge d'alerte plus grande, en cas d'attaque nucléaire.

Aujourd'hui, la fatalité c'est donc moins la puissance destructrice de l'atome que la puissance de délivrance instantanée, cette « délivrance » qui finira, si nous n'y prenons garde, par nous délivrer de tout pouvoir et cela sans que la guerre réelle ait jamais débuté.

De fait, le compte à rebours a commencé ; dans quelques mois, tout au plus quelques années, il ne sera plus temps d'intervenir, l'implosion du temps réel aura eu lieu.

(6) *Implosif* : contraire de l'explosif. Ainsi un tube cathodique de télévision, s'il est brisé, implose. En effet, la pression de l'air ambiant s'exerce sur le tube qui est vidé d'air, entraînant une contraction de toute la matière au centre du tube. L'implosion est suivie d'une réaction brutale qui est l'explosion et qui projette la matière à distance (N.D.L.R.).

Georges BERNANOS *La France contre les robots*

R. Laffont, p. 154

La Civilisation des Machines a pris l'homme au dépourvu. Elle s'est servie d'un matériel humain qui n'était pas fait pour elle. La tragédie de l'Europe au XIX^e siècle et d'abord, sans doute, la tragédie de la France, c'est précisément l'inadaptation de l'homme et du rythme de la vie qui ne se mesure plus au battement de son propre cœur, mais à la rotation vertigineuse des turbines, et qui d'ailleurs s'accélère sans cesse. L'homme du XIX^e siècle ne s'est pas adapté à la civilisation des Machines et l'homme du XX^e siècle pas davantage. Que m'importe le ricanelement des imbéciles ? J'irai plus loin, je dirai que cette adaptation me paraît de moins en moins possible. Car les machines ne s'arrêtent pas de tourner, elles tournent de plus en plus vite et l'homme moderne, même au prix de grimaces et de contorsions effroyables, ne réussit plus à garder l'équilibre. Pour moi, j'estime que l'expérience est faite.

L'informatique au service de la pédagogie ?

par Ina Ranson

Enseignante dans un lycée, Ina Ranson est confrontée à l'entrée en force de l'ordinateur comme méthode d'enseignement. Comment faire une critique raisonnée des apports de ce nouvel outil ? L'ordinateur permet-il purement et simplement une pédagogie de liberté ? Est-il un remède miracle aux difficultés des « maîtres » ? C'est vers quelques voies d'interrogation et de recherche qu'elle nous entraîne.

L'ordinateur envahit notre monde. Il fait son entrée dans les bureaux, les usines, les appartements. Cette année, le nouveau plan gouvernemental « Informatique pour tous » prévoit l'installation de 100 000 micro-ordinateurs dans tous les établissements scolaires, des écoles primaires aux universités. L'informatique doit devenir « la seconde langue maternelle des Français ». Peut-on se réjouir que l'ordinateur libère les hommes des tâches pénibles et répétitives, qu'il leur permette d'accéder aux connaissances du monde entier, d'élargir les communications, de révolutionner la pédagogie ? Ou faut-il craindre, au contraire, que cet outil dépossède des hommes de leurs savoirs et de leurs qualifications, appauvrisse leur relation avec le monde et avec les autres, devienne un nouvel instrument de contrôle et de contrainte ? Rien n'est sûr. De toute façon, au train où vont les choses, il paraît difficile de ralentir ou de remettre en question cette évolution. La France est déjà en retard, constate-t-on ; si elle ne se modernise pas, donc ne s'informatise pas - et vite - elle ne pourra plus affronter la concurrence internationale.

Un remède miracle

Cet argument de taille est mis en avant pour accélérer l'entrée de l'informatique dans les écoles. Il importe de préparer la formation d'informaticiens très qualifiés ; il s'agit aussi de rendre le nouvel outil accessible à tous, pour que chacun puisse s'en servir avec profit. Le souci d'égalité des chances est un aspect très positif du programme gouvernemental. Seulement, comme il faut présenter l'outil sous la lumière la plus favorable, pour des raisons qui ne relèvent précisément pas de considérations pédagogiques, on aboutit fréquemment à une confusion des arguments et des notions. De maints discours on retient l'impression que le progrès technique apporte le progrès tout court, et que l'ordinateur va enfin permettre cette réforme de l'école tant attendue. L'introduction massive de l'audiovisuel dans les années 60 n'ayant pas tenu ses promesses, les réformes Haby et Beullac n'ayant pas porté les fruits escomptés, voici enfin l'instrument parfait, le remède miracle pour ceux qui déplorent le faible rendement et le mauvais rapport coût-efficacité de l'enseignement public et pour ceux également qui désirent une rénovation de la pédagogie ! (1)

Des espoirs mais aussi des risques

Il serait prématuré de porter un jugement sur l'introduction de l'informatique à l'école. Mais il est utile d'examiner de près les notions (ou les slogans) du discours qui l'accompagne et de poser des questions quant à leurs implications réelles. On met en avant que l'ordinateur doit promouvoir « une école au service du progrès technologique et culturel », qu'il permet l'individualisation de l'enseignement, plus d'autonomie pour les élèves et même « une

pédagogie de la liberté ». Ces espoirs et ces promesses correspondent à des besoins ressentis par beaucoup. Or, l'ordinateur n'est qu'un instrument parmi d'autres ; il est certes extraordinairement riche en potentialités, mais autant négatives que positives ! Si on ne reconnaît pas les problèmes qu'il introduit – et qui empêchent son utilisation profitable – il ne servira guère à innover dans l'école ; au contraire, il contribuera à renforcer la rigidité et l'autoritarisme de ses structures.

Cet avertissement a été très bien explicité dans le rapport que B. Schwartz a réalisé en 1981 pour la CEE (2) et aussi dans le livre réputé de Seymour Papert, éminent chercheur au « Massachusetts Institute of Technology » : « *Le jaillissement de l'esprit* » (3). Comme ce livre est une des principales références de tous ceux qui croient aux potentialités innovatrices de l'ordinateur pour l'école, il est utile d'en présenter les idées essentielles.

Papert souligne « qu'il y a un monde entre ce que les ordinateurs pourraient faire et ce que la société choisira de leur faire faire » (4). Mais, en optimiste (comme il se qualifie lui-même) ou en « utopiste » (comme il se laisse appeler sans protester), il mise sur les potentialités bénéfiques de la machine et sur son utilisation consciente et responsable, sans pour autant réfuter les inquiétudes et les critiques.

Une autre manière d'apprendre

Papert est convaincu que l'ordinateur, par sa qualité d'instrument capable de résoudre tous les problèmes de systématisation, pourrait aider à vaincre la séparation artificielle entre les deux

(1) Informatique et enseignement, Actes du Colloque national, 21-22 nov. 83, Paris, CNDP, 1984.

(2) B. Schwartz, *L'Informatique et l'Education*, rapport à la CEE, La Documentation Française, Paris, 1981.

(3) Seymour Papert, *Le jaillissement de l'esprit*, Paris, Flammarion, 1981.

(4) *Op. cit.*, p. 15.

cultures, les « sciences » et les « lettres ». Il devrait être l'instrument d'une méthode par laquelle diverses notions essentielles « que ce soit en physique, en mathématiques ou en linguistique » sont assimilées « de façon naturelle, comme on apprend sa langue maternelle » (5). Ancien collaborateur et disciple du psychologue Jean Piaget, Papert a un profond respect des capacités d'apprentissage de l'enfant. Selon lui, Maria Montessori aurait rangé avec enthousiasme l'ordinateur parmi son matériel éducatif. « Les enfants démarrent dans la vie avec une grande faim d'apprendre, et pour apprendre, ils s'y connaissent ! La triste réalité, c'est que les difficultés d'apprentissage leur sont littéralement inculquées » (6). Papert a donc développé le système LOGO pour permettre à l'enfant d'explorer lui-même les possibilités des machines en explorant en même temps ses propres idées. En essayant par exemple de réaliser de simples dessins, l'enfant réfléchit sur le choix des trajets qu'il indiquera à la petite tortue sur l'écran. Si elle ne se déplace pas comme prévu, il cherche la source de son erreur et choisit un procédé parmi d'autres possibles pour corriger son programme. La dichotomie trop souvent déroutante entre le « juste » et le « faux » s'en trouve modifiée ; d'ailleurs l'enfant perd la hantise d'avoir faux, car il ne reçoit jamais le message « erreur n°... » mais une invitation à repenser son travail ou son jeu. Il analyse ses propres démarches, sans recourir à une autorité magistrale. L'enfant se trouve en situation d'apprentissage autonome. C'est lui qui programme l'ordinateur, non l'inverse ! et, ce faisant, « il déjoue les maléfices de la machine qui impose sa volonté à l'homme ». Le maître, observateur attentif du groupe et de chaque enfant, peut enfin se consacrer à son vrai rôle d'animateur, de personne ressource, disponible pour répondre aux demandes individuelles.

(5) *Op. cit.*, p. 40.

(6) *Op. cit.*, p. 55.

Peut-on suivre Papert, quand il espère que les qualités inhérentes à la machine vont convaincre de plus en plus de novateurs ? D'autres excellents outils pédagogiques existant depuis longtemps sont peu ou mal utilisés. Il prend trop peu aussi en considération les effets secondaires que peut entraîner à long terme la présence toujours disponible d'une machine fascinante qui incarne la patience infinie que n'ont jamais les parents ni les maîtres. Mais le livre de Papert est passionnant, riche et motivant, et pas seulement pour des scientifiques !

Ne pas oublier de changer les institutions

Schwartz constate dans son rapport qu'on en sait encore trop peu sur les processus de l'apprentissage pour considérer objectivement les apports de Papert. Les résultats des recherches menées en France depuis quelques années, notamment à l'instigation de l'équipe de J. Perriault, co-traducteur de Papert, à l'INRP (Institut National de Recherches Pédagogiques) sont cependant encourageants (7). La décision du ministère de les soutenir et d'introduire dans les écoles élémentaires le langage LOGO est un pas dans la bonne direction.

Mais comment réunir dans les écoles ordinaires les conditions requises pour que chaque enfant puisse, à sa guise, explorer la machine comme Papert l'entend ? Comment empêcher que « l'éveil à l'informatique » ne dégénère vite en une autre matière à sélection ? On introduit l'« outil révolutionnaire » et on renforce en même temps les structures traditionnelles des « dispensateurs de savoirs » ! On divulgue les idées les plus audacieuses de Papert, et on se tait sur sa conviction que les apports de l'outil sont liés à un changement radical des institutions. Pour lui

(7) Gérard Bossuet, *L'ordinateur à l'Ecole*, Paris, PUF, 1982. Catherine Berdonneau, Recueil des pratiques pédagogiques autour du LOGO n° 1, 1984.

comme pour ses adeptes, la bonne utilisation de l'ordinateur « implique évidemment la disparition de l'école telle que nous la connaissons actuellement » (8).

Selon les plans du Ministère, l'informatique à l'école élémentaire doit introduire à une « culture technique », faire comprendre le fonctionnement de la boîte noire, démythifier la machine. Dans les classes supérieures, on pratiquera surtout l'EAO (enseignement assisté par ordinateur).

Que peut-on attendre de l'E.A.O.

Il est encore trop tôt pour l'évaluer objectivement. La fameuse « expérience des 58 lycées » menée en France entre 1970 et 1980 avait pour but à l'origine de « vérifier l'hypothèse que l'EAO permettrait de faire mieux que le cours traditionnel » (9). On avait dû y renoncer à cause de la complexité des procédés nécessaires pour une juste évaluation. Toutefois, les objectifs pédagogiques que s'était fixés l'équipe pluridisciplinaire étaient partout atteints. « L'utilisation de l'informatique a permis de nouvelles pratiques pédagogiques : analyse précise des contenus, définition des objectifs, utilisation de méthodes de travail cohérentes, modification de la relation enseignant-enseigné » (10).

L'EAO soulage les enseignants des tâches répétitives ; il fait accéder les élèves à des savoirs et des techniques autrement inabordables. Il permet même, par la simulation, de les placer dans une « situation de recherche ». Ceci est surtout intéressant dans le

domaine des sciences naturelles ou encore de l'économie sociale. L'élève peut par exemple étudier les conséquences de l'introduction d'un métro dans une ville. Choissant lui-même les valeurs des paramètres, il se rend compte des résultats que ses démarches entraînent, et développe un certain esprit de recherche. Mais seulement à condition de ne jamais oublier qu'il ne fait rien d'autre que de jouer avec un programme établi sur la base d'un modèle de réalité qui ne peut tenir compte que de certains facteurs. On doit faire très attention à ce que la complexité de la réalité ne soit pas éclipsée par le modèle – risque bien connu vis-à-vis duquel les professionnels eux-mêmes ne sont pas à l'abri !

Il est donc certain que l'EAO peut rendre de précieux services. Mais il invite aussi à absorber les « produits » pédagogiques, si bien préemballés et prédigérés, sans esprit critique. En classe, il y a souvent quelqu'un qui conteste, pose des questions non prévues. Les autres en profitent. Si l'on ne veille pas assez à une alternance des modes d'enseignement, et surtout, si l'on n'introduit pas des formes nouvelles d'échange entre les membres d'une classe, on ne fait que favoriser l'esprit de consommation. Et l'apparente activité des élèves, si réjouissante pour le professeur, n'est qu'un trompe-l'œil. « On pourrait dire que l'ordinateur sert à programmer l'enfant » (11).

L'autonomie contre la programmation

On aime parler d'une individualisation de l'enseignement grâce à l'EAO, de l'autonomie de l'élève, d'une libération vis-à-vis du professeur omniscient. Ce n'est pas toujours inexact. Mais il ne faut pas se faire piéger par la pseudo-individualisation, l'autonomie illusoire et le semblant de liberté ! Dans

(8) Papert, *op. cit.*, p. 20.

(9) *Dix ans d'informatique dans l'enseignement secondaire 1970-1980*, Institut National de Recherche Pédagogique n° 113, 1981. Présentation du livre dans : *Revue Française de Pédagogie*, Avril, mai, juin 1983, p. 90 par W. Nercouff.

(10) Dix ans d'informatique dans l'enseignement secondaire..., *op. cit.*, p. 179.

(11) Papert, *op. cit.*, p. 16.

l'EAO chacun se plie aux programmes prescrits par la machine et choisis par le professeur. La méthode d'approche des sujets est la même pour tous.

Il semble que de plus en plus souvent on emploie d'une façon abusive des concepts qui proviennent en fait d'une vision réellement émancipatrice de la pédagogie. Où mène cette négligence avec laquelle on utilise des notions aussi complexes que « dialogue », « communication » pour désigner la relation étudiant-machine ? Ces mots masquent ce qui se passe réellement : un simple échange d'informations codées, l'exécution d'un mode d'emploi. L'anthropomorphisme du langage à l'égard de la machine ne traduit-il pas une conception réductrice des mots et des réalités qu'ils désignent ? Ou l'emploi inconsidéré de ces mots ne secrète-t-il pas constamment une mystification difficile à contrôler ?

Le seul « antidote » valable contre la confusion entre mots et choses serait de retrouver, par la réflexion et la mise en pratique d'une pédagogie qui la respecte, le vrai sens des notions galvaudées.

Il s'agirait tout simplement d'ouvrir enfin les portes de l'enseignement public non seulement aux nouvelles machines à grand renfort de formation continue mais aussi au « progrès pédagogique ».

L'école au service du progrès technologique et culturel

La volonté de faire de l'école « un instrument au service du progrès technologique et culturel » (12) est bonne. Mais elle devrait impliquer que la relation complexe entre les progrès technologiques et culturels devienne sujet de réflexion à l'école même. Les élèves sont très concrètement concernés par les

(12) *Le Monde* du 19-2-85 : Frédéric Gaussen « Une école pour la crise ». Présentation du livre de J.-P. Chevènement « Apprendre pour entreprendre ».

conséquences sociales de l'informatique. Ce serait dangereux et malhonnête de leur présenter seulement les variantes optimistes des évolutions possibles (13), dont ils seront eux aussi responsables. Ne pas répondre aux doutes et aux craintes qu'ils expriment de différentes manières serait refuser tout vrai dialogue.

Les risques de chômage et de marginalisation sont réels pour beaucoup. On ne peut pas leur faire croire qu'ils pourront tous trouver un travail épanouissant. L'informatique met en cause l'abondance du travail. C'est pourquoi l'école ne devrait plus viser seulement la préparation à la vie professionnelle, mais aussi l'enrichissement des loisirs, la participation active à la vie culturelle, l'exercice des responsabilités du citoyen...

« Qu'ils apprennent leurs leçons et passent leurs examens. On s'occupera de leurs états d'âme plus tard » (14). Le manque d'espoir, la frustration, l'agressivité qui y sont liés, où conduisent-ils, qui s'en occupera et pour quelle idéologie ? Ce problème est-il moins préoccupant que la concurrence internationale ?

Pour une culture vivante

Pourtant tout le monde répète que l'école doit préparer à la vie. La question à poser est : qui prépare-t-elle et à quelle vie ? Tous ont des dons et des talents à développer, tous ont le droit à une vie remplie. Le progrès culturel serait de favoriser l'épanouissement de tous !

Le progrès technologique - l'ordinateur en combinaison avec l'audiovisuel - permettra bientôt un apport quantitatif quasi illimité d'informations, de « produits culturels » et aussi l'invasion croissante de

(13) Mercier, Plassard, Scardigli, *La société digitale*, Paris, Seuil, 1984.

(14) Article cité note 12.

« produits sous-culturels », abêtissants, agressifs ou anesthésiants. Aider à s'y retrouver devrait être un des objectifs pédagogiques principaux, chacun apprenant à trouver le chemin de la recherche du savoir qui le concerne, lui-même et ceux dont il se sent responsable, à faire preuve de discernement, à garder confiance dans sa propre créativité. Pour cela, il serait nécessaire que l'enseignement mette davantage l'accent sur la culture vivante que sur le savoir mort.

La culture vivante est prise de conscience des rapports que l'homme entretient avec le monde. Elle nécessite bien sûr que soit transmis un tronc commun de savoirs fondamentaux qui inclut le savoir-faire nécessaire à l'usage des outils de l'homme et donc de l'ordinateur. Mais le développement de la sensibilité à la vie sociale et culturelle, du sens de la solidarité et de la responsabilité a besoin d'autre chose. La rationalité, « l'intelligence artificielle » n'y suffisent pas. Elles ne sont utiles et bénéfiques que pour celui qui est toujours conscient des fins auxquelles elles doivent servir.

La culture n'est vivante que si elle prend racine dans l'expérience. Les différents modèles d'écoles créés par les mouvements pédagogiques rénovateurs dès le début du siècle, s'opposaient toujours aux « centres d'apprentissage de savoirs théoriques » (15). Leurs recherches sont primordiales pour la conception du progrès pédagogique. Papert semble y renvoyer aussi en concevant une harmonie séduisante entre les progrès technologique et pédagogique.

A une époque où les nouveaux médias permettent d'accéder aux savoirs en dehors des institutions spécialisées dans l'enseignement, et à n'importe quel moment de la vie, il est urgent que l'école mette résolument l'accent sur sa tâche pédagogique et culturelle. Ce serait là l'apport principal des nouvelles technologies en matière d'éducation.

(15) Présentation des « pédagogies nouvelles » dans Non-violence politique, n° 80, avril 1985.

Une prise de contact avec l'EAO (Enseignement assisté par ordinateur)

Parmi les programmes de la classe de seconde que j'ai observée, je choisis au hasard une disquette de « préparation au compte rendu ». Je lis le texte, un extrait de François de Closets *Le bonheur en plus*, commençant avec l'observation : « Le paysan du XVIII^e siècle n'espérait guère changer son mode de vie. Comme il ne pouvait affirmer sa personnalité à travers son patrimoine, il devait rechercher par d'autres voies la considération de son entourage. Mais l'élévation du niveau de vie et le renouvellement des produits donnent à chacun l'espoir de "progresser" à travers les biens qu'il possède... » (suit une description du « consommateur populaire »). Je suis ravie - c'est dans le vif du sujet qui m'intéresse ! Première question de l'ordinateur : relever dans le texte une des expressions qui précisent ce que recherche ou espère le consommateur à travers les biens qu'il possède. Je choisis dans le texte : « rejoindre cette catégorie sociale (au-dessus de lui) ». C'est faux. Pendant un instant, je me sens fautive, mauvaise élève ; puis je me rebiffe. Que veut donc la machine ? Elle m'enseigne : « changer de mode de vie », « progresser », « affirmer sa personnalité »... ouais - mais je trouve mon choix franchement meilleur ! J'ai envie de contester, mais on ne peut pas avec la machine, implacable. Le professeur est occupé avec les autres élèves. Elle m'expliquera plus tard que ma réponse ne correspondait pas tout à fait à la logique de la question, puisqu'il fallait trouver des expressions complètes. Soit. Pourtant, n'est-ce pas

un
d'an
qu'u
men
text
vrai
que
« l'e
don
« pa
où u
plac
sonn
rech
qui s
plan
subj
peu
peut
rapp
élève
seur
qu'il
surte
« an
spor
le va
texte
tion
n'est
mole
« d'i
quoi
(Pap
Mais
vaut

un peu artificiel? D'ailleurs, un programme d'analyse de texte peut-il proposer autre chose qu'une grille assez grossière qui tient compte seulement d'une partie superficielle de la logique d'un texte? Peut-être. Je conviens que celui-ci n'est pas vraiment littéraire. Pourtant: j'y vois, par exemple, que le mot « patrimoine » du début évoque plus que « l'ensemble de l'héritage matériel » (explication donnée par le logiciel); il y a là la connotation de « patrimoine culturel », l'allusion à une civilisation où une culture populaire qui conférait à chacun sa place dans la société, l'y confinait aussi, (l'y emprisonnait même), mais lui rendait plus facile la recherche d'un sens. Allusion peu explicitée, mais ce qui suit est à comprendre en opposition à cet arrière-plan... Je me lance donc dans une discussion assez subjective sur le texte, et je conviens que je l'ai un peu débordé. J'y reviens donc. De Closets se borne peut-être à un simple constat? L'ordinateur me rappelle continuellement à l'ordre. « Il oblige les élèves à lire très attentivement », souligne le professeur. Je sais combien c'est précieux. Mais est-ce qu'ils ont aussi trouvé le texte intéressant? Et surtout après une heure d'exercices du genre « analyse des rapports logiques »... C'est l'association spontanée des idées qui fait que je m'intéresse - c'est le va et re - vient de la pensée. La réflexion sur un texte se nourrit de ces deux mouvements: association subjective - retour à la logique du texte. Tiens, n'est-ce pas presque une de ces « observations épistémologiques » si chère à Papert qui conseille « d'imiter la pensée mécanique » pour découvrir « en quoi elle diffère des autres styles de pensée »? (Papert, p. 41). Quelle jolie tarte à la crème pour finir! Mais si j'en trouve une petite miette comme ça, ça vaut peut-être la peine de le suivre un peu plus loin.

alternatives non-violentes

*Abonnez-vous,
Abonnez vos amis*

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à :

A.N.V.
CRAINTILLEUX
42210 MONTROND

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
.....
.....

Je souscris un abonnement d'un an (4 numéros),
à partir du numéro

Je commande tracts de présentation
de la revue (gratuits).

TARIF minimum : 100 F
étranger : 120 F
soutien : 150 F ou davantage

Le tarif minimum ne pourra être maintenu aussi bas
que si le tarif de **SOUTIEN** est choisi par le plus
grand nombre comme tarif **NORMAL**.



Je commande les numéros suivants :

.....

Je veux faire profiter de votre proposition d'OFFRE
 SPÉCIALE

(voir sur la couverture, avant l'éditorial de la page 1),
 la personne suivante :

NOM

Adresse :

.....

qui recevra donc les numéros 45 et 46, pour le prix
 spécial de 25 F que je vous verse ici.

Au total, je verse donc la somme de F
 par chèque à l'ordre de :

A.N.V.

C.C.P. 2915-21 U Lyon

Date : Signature :

*Vous pouvez encore vous procurer les numéros
 suivants :*

N° 36 : CHRISTIANISME ET VIOLENCES

Dossier René GIRARD (15 F)

La doctrine de la guerre juste - Positions chrétiennes face
 à la violence - Table ronde avec René GIRARD : le Christia-
 nisme est-il seulement refus de la violence ou bien invite-t-
 il positivement à la non-violence ?

N° 38 : VIOLENCES BANALES (15 F)

La guerre commence-t-elle à la fessée ? Violences de la
 rue, de l'usine, de l'habitat... Comment ritualiser notre
 agressivité ? Un dialogue entre Michel BOSQUET et Serge
 JULY.

N° 39 : LA DÉFENSE CIVILE EN QUESTION (15 F)

Défense civile : protéger les populations en cas de guerre ?
 - Ou bien rendre aux civils le soin de leur défense ? - Un
 dossier essentiel sur la grève de la faim en Bolivie.

N° 40 : FEMMES ET VIOLENCES (15 F)

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles
 exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pou-
 voir, une approche historique de l'oppression des femmes.

N° 41 : TRAVAILLEURS FACE A L'ARMEMENT (15 F)

Désarmer, est-ce se condamner au chômage ? Des écono-
 mistes disent non. Exemples de plans de reconversion.
 table ronde entre Syndicats et Mouvements de paix (MAN,
 MDPL, Mouvement de la Paix).

N° 42 : GRÈVES DE LA FAIM (15 F)

Avril 1981 : trois hommes, à Lyon, obtiennent par une grève
 de la faim l'arrêt des expulsions de jeunes immigrés. Au
 même moments des Irlandais commencent une grève de
 la faim qui échouera tragiquement : pourquoi le succès
 dans un cas, l'échec dans l'autre ? Des analyses, des témoi-
 gnages. Un dossier irremplaçable sur un sujet où la passion
 l'emporte trop souvent sur l'analyse.

N° 43 : LE NOUVEAU MOUVEMENT DE PAIX (15 F)

Hollande, Angleterre, Norvège, Belgique : pourquoi ces
 foules dans les rues ? Est-ce l'émergence d'un nouveau
 mouvement historique ? Le dossier des "euromissiles"
 que va faire la France ? Petit dictionnaire pour comprendre
 tous ces débats.

N° 44 : LES VOIES DU DÉSARMEMENT (15 F)

L'ONU invite le monde à désarmer pour survivre. Mais que peut-on espérer des différentes voies proposées : les négociations, les marchandages Est-Ouest, les initiatives régionales, les mouvements de paix ? Pour les juger, il faut connaître ces voies : ce numéro vous les présente en détail.

N° 45 : TERRORISMES (18 F)

Il faut "démystifier le terrorisme". Non pour l'excuser, mais pour pouvoir l'analyser dans toutes ses ramifications et montrer ses impasses. A partir des exemples italien, allemand, irlandais et basque, ce dossier illustre la diversité du fait terroriste.

N° 46 : LA GAUCHE NUCLÉAIRE (18 F)

Comment et pourquoi, le PC et le PS se sont ralliés, en 1977, à l'arme atomique. Témoignages de Patrick Viveret, Yvonne Quilès, Pierre-Luc Séguillon. Dossier complété par un historique de l'opposition à la force de frappe (1945-1955) et par des documents de l'époque.

N° 47 : DOSSIER PALESTINE - DÉFENSE PAR RÉSISTANCE CIVILE - DÉSŒBÉISSANCE CIVILEE - J. de Bollardière (18 F)

Plusieurs dossiers distincts dans ce numéro : Palestine et Israël peuvent-ils vivre en paix ? Un document très important présentant des propositions pour une défense de la Grande-Bretagne par résistance civile. Une étude historique de la naissance et du développement de la notion de "désobéissance civile". L'itinéraire de Jacques de Bollardière, de l'armée à la non-violence.

N° 48 : GUERRES SAINTES, GUERRES JUSTES (18 F)

Le sacré et le guerrier : pourquoi ce lien permanent ? - Table ronde sur la guerre sainte aujourd'hui, de l'Iran à l'idolâtrie nucléaire - Histoire des attitudes des chrétiens face à la guerre - Vraies et fausses guerres saintes en Islam - Quelles images de Dieu favorisent la sacralisation de la guerre ? - Divers documents récents des Eglises chrétiennes complètent ce dossier.

N° 49 : 1973-1983 : DIX ANS D'ALTERNATIVES NON-VIOLENTES (18 F)

Bilan - Témoignages - Interviews - Entretiens avec Jean-Pierre COT et Jacques GAILLOT, évêque d'Evreux - Analyse détaillée d'un sondage d'opinion sur la non-violence.

N° 50 : DÉFENSE NUCLÉAIRE : NON-SENS MILITAIRE (18 F)

Un officier anglais, Stephen KING-HALL, fait le procès de toute défense reposant sur les armes nucléaires. Il préconise l'adoption d'une défense non armée.

N° 51 : L'AGRESSIVITÉ EN QUESTION (20 F)

Du génétique au social, quatre thèses sur l'agressivité : Karli, Laborit, Wilson et Bunge - Sortir du pénal : la pensée de Louk Hulsman - Les évêques et la bombe.

N° 52 : L'ESPRIT DE DÉFENSE (20 F)

Comment le définir ? Le mesurer ? Pour quoi sommes-nous prêts à prendre des risques ? - Entretiens avec Jean GATEL, Paul VIRILIO - Le protocole Hernu-Savary - L'esprit de défense en Suisse.

N° 53-54 : POLOGNE : LA RÉSISTANCE CIVILE (39 F)

Peut-on parler d'une stratégie non-violente en Pologne ? Des historiens, philosophes, syndicalistes polonais analysent le combat de *Solidarnosc* pour mettre en lumière les rapprochements possibles avec la stratégie de l'action non-violente.

Un numéro exceptionnel, avec les signatures de K. POMIAN, L. WALESA, S. BLUMSZTAJN, L. KOLAKOWSKI. Cette analyse originale de la lutte polonaise a été remarquée par *Le Monde*, *La Croix*, *La Vie*, *France-Culture*.

N° 55 : ARMÉE ET NON-VIOLENCE : mariage ou union libre ? (25F)

Les recherches sur la défense civile non-violente comme complément à la défense militaire (Suède, Allemagne...). - La résistance civile en Palestine. - Quand les Polonais lisent un non-violent français.

ALTERNATIVES NON VIOLENTES

Craintilleux
42210 MONTROND

COMITÉ D'ORIENTATION :

Pierre ARCQ
Béatrice ARNOULD
Jacques-Yves BELLAY
Lydie BONNET
Bernard BOUDOURESQUES
Michel de CERTEAU
Patrice COULON
Frédéric DELARGE
Patrick GIROS
Etienne GOS
Anne Le HUÉROU
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Bernard QUELQUEJEU
Ina RANSON
Marlène TUINGA
Jean VAN LIERDE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

Directeur de Publication :

Christian DELORME

Rédacteurs en chef :

Christian MELLON
Jacques SEMELIN

sommaire

Editorial : un développement autonome 1
par Frédéric DELARGE

Vers le nomadisme nucléaire

Réflexion sur la guerre et la technique
par Louis PUISEUX 3

La « Révolution en -tique »

Virage ou mirage technologique ?
par G. METAYER 11

Oligosol 48/62

Luddisme et modernité
par Alain VERONESE 17

Du chômage à l'autonomie conviviale

par Ingmar GRANSTEDT 22

Réflexions sur les idées d'Ingmar Granstedt

par Bernard BOUDOURESQUES 42

Libérer le temps

Leçons d'une expérience
par Christine et Jacques MULLER 45

L'imminence probable

par Paul VIRILIO 51

L'informatique au service de la pédagogie

par Ina RANSON 57

Ce numéro comprend un encart central de quatre pages
situé entre les pages 30 et 35.